



N°122  
Mercredi 28 mars 2018  
lagazette-yvelines.fr



Hebdomadaire gratuit d'informations locales

# La Gazette en Yvelines

Il devrait ouvrir à la rentrée 2020 pour remplacer deux collèges du quartier. Sa pédagogie comme son architecture visent à expérimenter une autre éducation.

## Le futur collège du Val Fourré dévoilé

Dossier - P.2

Actualités p.7

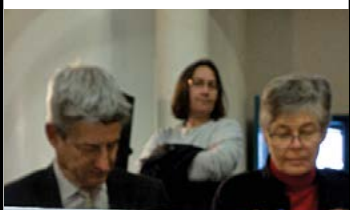
CONFLANS



Centre-ville :  
la piétonnisa-  
tion au coeur  
de la  
concertation ?

Actualités p.9

ACHERES



1. Blanc  
2. Orange  
3. Vert  
4. Bleu

Table n° 1  
Exploitation

Les effets du  
port ressentis  
jusqu'à  
« 700 mètres »

Actualités p.4

YVELINES

Les militants LR  
se remontent le  
moral à Verneuil



Actualités p.6

POISSY

Régularisation  
de charges :  
la goutte de trop



Actualités p.8

HOUDAN

Les grains n'ont  
plus besoin  
du train



P. 4 VALLEE DE SEINE Développer les  
connexions entre ruraux et urbains

P. 7 ANDRESY Informer pour savoir  
agir en cas de risques

P. 8 POISSY Contretemps pour la  
restauration du musée du jouet

P. 9 CARRIERES-SOUS-POISSY Au quartier  
des Fleurs, marre des incivilités

P. 11 MANTES-LA-JOLIE Il escroque  
une veuve de 300 000 euros

P. 12 FOOTBALL Le FCM s'incline,  
l'AS Poissy partage les points

P. 14 LIMAY Vanupié, du métro  
parisien à la tournée française

lagazette-yvelines.fr



Vous êtes entrepreneur, commerçant, artisan, vous désirez passer votre publicité  
dans notre journal ? Faites appel à nous.

09 54 82 31 88 [le@lagazette-yvelines.fr](mailto:le@lagazette-yvelines.fr)



## MANTES-LA-JOLIE

## Le futur collège du Val Fourré dévoilé

**Annoncé il y a un an, le nouvel établissement de 600 élèves doit remplacer, à son ouverture en septembre 2020, deux des trois collèges du quartier. L'objectif est d'y proposer un enseignement alternatif, dans un bâtiment à l'architecture conçue autour de ces principes pédagogiques.**

Lancé il y a trois ans, le projet de nouveau collège dans le quartier mantais du Val Fourré, en remplacement de deux établissements existants, devient de plus en plus concret. Samedi dernier, pour la première fois, de futurs collégiens et leurs parents ont pu venir découvrir ses principes pédagogiques et son architecture, voulus comme novateurs, lors d'ateliers organisés par des élèves de l'Université Versailles-Saint-Quentin-en-Yvelines au Centre de vie social Aimé Césaire.

La pédagogie de ce nouvel établissement se construit sous l'égide de principes théorisés dans l'ouvrage *Changer le collège, c'est possible*, publié en 2010. Il est écrit par André Giordan, ex-professeur de collège, de lycée et d'université, connu pour sa théorisation d'un nouveau modèle d'apprentissage dit « *alloté-*

disparition de la décomposition architecturale interne exclusivement en salles de classe, au profit d'espaces dédiés à des usages multiples, tant pour l'enseignement que pour la vie des élèves. Le plus emblématique sera probablement l'amphithéâtre de 300 places, ouvert aux événements et conférences extérieurs.

« *Architecturalement, ce sera un bâtiment bien visible, qui se veut aussi ouvert sur le quartier* », précise Cécile Dumoulin. Le nouveau collège sera également divisé en quatre « *maisons* » de 150 élèves. Elles-mêmes sont séparées en cinq groupes de trente élèves disposant en permanence d'une salle avec casiers personnels. Chaque « *maison* » est aussi dotée d'une petite cuisine – cafétéria, et d'un espace de repos aménagé et bien isolé. Les enseignants, eux, gagnent des bureaux.

jour ? Après un colloque organisé à Paris quelques jours plus tôt, c'est directement aux Mantais que s'adressaient les étudiants en master 2 « *Evenementiel* » de l'Université Versailles-Saint-Quentin-en-Yvelines.

Au programme : des ateliers ludiques permettant de faire découvrir les principes pédagogiques et architecturaux de l'établissement. Quels sont ces principes ? André Giordan, dans une longue interview à *Nice-Matin* donnée en mars 2017, estime qu'au collège, « *on ennue les élèves avec des savoirs qui ne les intéressent pas* ». Alors, lui propose de « *partir des élèves* » pour « *centrer ces programmes sur leurs interrogations pour les faire entrer dans des connaissances plus classiques* ».

L'appel d'offres de construction du nouvel établissement développe ces principes présidant au projet pédagogique dont l'élaboration vient juste de débuter avec la participation des enseignants volontaires des deux collèges existants. Le programme pédagogique « *concerne aussi bien les savoirs, les savoir-faire que les savoir-être* », il est connu par les adolescents lors de leur entrée au collège. Ils ont alors « *entre trois et cinq ans selon les élèves pour le couvrir* ».

Le programme scolaire, y compris le « *socle commun* », sera « *revu* », avec la réintroduction, entre autres, de nouveaux champs de connaissance comme la rhétorique, le droit ou l'économie : « *L'important est d'introduire des contenus disciplinaires devenus indispensables pour comprendre la société* ». Côté discipline, « *le jeune n'est jamais stigmatisé* » et « *les efforts sont valorisés* » en partant de l'idée que « *l'erreur n'est plus une faute mais du matériel d'apprentissage* ». Les exigences de l'établissement envers les élèves sont « *priorisées par contrat* ».

Encore plus inhabituel : « *L'organisation par classes disparaît au profit de groupes de référence* ». Fini aussi, les cours d'une heure. « *Il peut y avoir cours dans l'amphi, et à côté, des professeurs mobilisés pour se dédoubler et prendre des élèves en plus petits groupes pour faire un enseignement plus différencié* », détaille concrètement la vice-présidente du conseil départemental. *Le but n'est pas d'appliquer les recettes anciennes mais d'avoir une démarche un peu innovante.* »

Les horaires, eux, devraient être élargis de 7 h à 19 h, avec circu-



Le principal changement repose sur la disparition de la décomposition architecturale interne exclusivement en salles de classe, au profit d'espaces dédiés à des usages multiples.

lation libre des élèves hors de la plage de 9 h à 17 h 30. Ces principes ont d'évidentes conséquences sur l'architecture du bâtiment, dessiné par Rudy Ricciotti (auteur du Mucem de Marseille, Ndlr), ils en ont aussi sur l'équipement matériel. « *Les locaux, le mobilier deviennent polyvalents, flexibles, modulaires, évolutifs pour faciliter les apprentissages* », précise l'appel d'offres. Certains éléments sont d'ailleurs déjà en cours d'expérimentation au collège André Chénier.

### « Le but n'est pas d'appliquer les recettes anciennes »

« *On a une salle de sciences expérimentales sans paillasses, mais avec des tables à roulettes, du matériel pour que les élèves se mettent en groupe très rapidement ou en frontal, plutôt que de déplacer les tables sans arrêt* », rapporte Michèle, documentaliste au CDI du collège mantais depuis 13 ans, présente aux ateliers de samedi. *Ce matériel coûte cher, l'objectif, c'est de le tester pour voir s'il permet de faire la différence sur nos pratiques pédagogiques.* »

Elle se montre plutôt enthousiaste vis-à-vis du projet pédagogique, auquel elle participe d'ailleurs : « *Au CDI, on n'a jamais eu autant d'élèves* », se réjouit-elle des nouveaux matériels, tables hautes et tabourets, chauffeuses ou encore tapis de lecture. « *Ca a le mérite de remettre à plat l'existant, de travailler sur une nouvelle approche qui soit peut-être plus adaptée au public*, note de son côté Fatima Saadan, directrice de l'association d'aide aux devoirs Eiapic, aussi présente aux ateliers. *Nous, ça nous semble complètement à propos par rapport au territoire.* »

Pas moins curieux que les associa-

tifs ou les enseignants impliqués dans le projet, certains représentants syndicaux du corps professoral avaient également fait le déplacement aux ateliers. A la Fédération syndicale unitaire (FSU), le diagnostic est très distancié, tant vis-à-vis des propositions éducatives d'André Giordan, qualifiées dans un communiqué commun avec un autre syndicat comme une « *aventure pédagogique douteuse* », que vis-à-vis du bâtiment lui-même.

François Hébert, co-secrétaire départemental de la FSU et enseignant au lycée mantais Saint-Exupéry, déplore l'emplacement et la taille du collège à venir. « *Le choix est clairement de resituer un établissement au coeur du Val Fourré* », avance-t-il tout en indiquant les craintes des enseignants des deux collèges qu'il remplacera à propos du nombre d'élèves : « *Un "collège 600" quand on est en éducation prioritaire, c'est trop.* »

Alors, le délégué syndical craint que ce collège ne soit pas « *porteur de mixité sociale* ». Il s'inquiète également du fait que les professeurs du nouvel établissement « *soient confrontés aux mêmes difficultés que celles auxquelles ont été confrontés les collègues du Val Fourré enfermés dans le quartier, au milieu des tours* ».

Mais la principale réserve de la FSU concerne « *cette organisation en grands blocs faisant complètement éclater la logique de classes* ». Selon lui, cette architecture dictée par la pédagogie devrait rester « *modulaire* », car « *si on s'aperçoit qu'on a besoin du système de classe* », il faudrait pouvoir « *y revenir* ». Alors, il craint « *que ce soit très beau, très joli, mais qu'au final, ce ne soit pas du tout adapté à ce que les enseignants vont y faire, et qu'au bout de quelques années, on se rende compte que ce n'est pas jouable.* »



Le collège sera situé à l'emplacement actuel d'un espace vert municipal de 12 000 m², à quelques dizaines de mètres du collège Paul Cézanne.

rique », ainsi que par Jérôme Saltet, fondateur de l'entreprise Play bac et auteur de plusieurs livres pédagogiques. Tous deux sont fortement impliqués dans le projet mantais.

Pour le conseil départemental des Yvelines, chargé de la gestion des collèges et partenaire du projet avec l'Académie de Versailles, le nouveau collège s'intègre à la rénovation urbaine du quartier. « *C'est dans cet esprit qu'on a voulu inscrire la construction de ce collège innovant par deux aspects*, explique Cécile Dumoulin (LR), sa vice-présidente déléguée aux collèges. *A la fois par les pratiques pédagogiques qui y seront dispensées, et par l'architecture interne mise au service de la pédagogie.* »

Cette « *mise au service* » se traduira par un bâtiment en U aux espaces intérieurs radicalement différents d'un collège traditionnel. Le principal changement repose sur la

### « Collège innovant par deux aspects »

Initialement annoncé pour une ouverture à la rentrée 2019, c'est finalement à la rentrée 2020 que cet établissement de 600 places, pour un investissement d'environ 25 millions d'euros, devrait ouvrir ses portes. Comme *La Gazette* l'annonçait dès mars 2017, il sera situé à l'emplacement actuel d'un espace vert municipal de 12 000 m², à quelques dizaines de mètres du collège Paul Cézanne, entre les rues Laurencin, Gauguin et Doret. L'entrée des élèves de ce bâtiment de deux étages devrait se faire par le Sud-Est de l'établissement.

Samedi, lors des ateliers organisés au coeur du quartier, une vingtaine de familles ont fait le déplacement. La faute à la Dictée mantaise, dont la seconde édition a réuni des centaines de participants le même

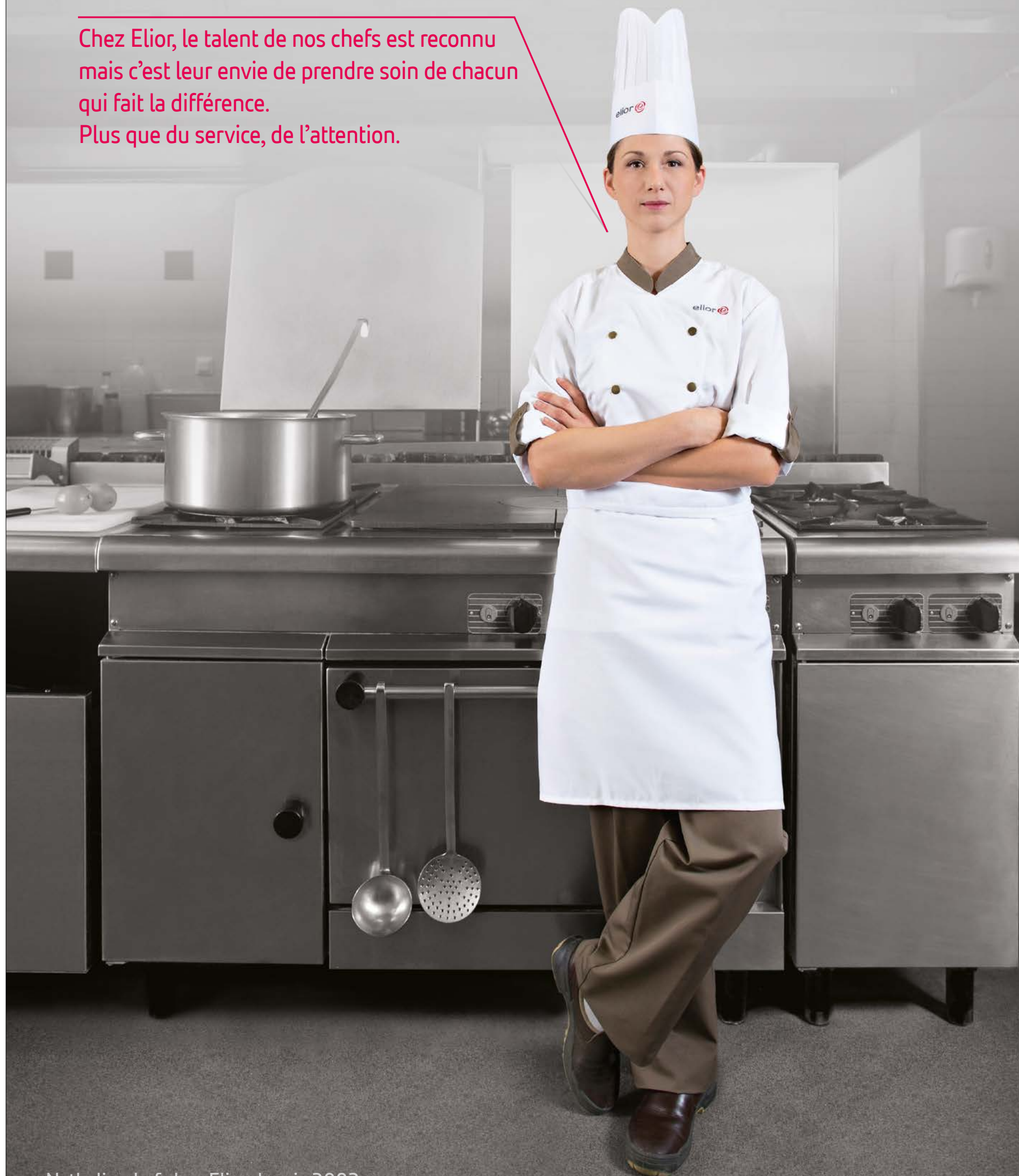


François Hébert, co-secrétaire départemental de la FSU et enseignant au lycée mantais Saint-Exupéry, déplore l'emplacement et la taille du collège venant remplacer Cézanne et Chénier (photo).



# Master en délicatesse

Chez Elior, le talent de nos chefs est reconnu  
mais c'est leur envie de prendre soin de chacun  
qui fait la différence.  
Plus que du service, de l'attention.



Nathalie, chef chez Elior depuis 2002

ELIOR RESTAURATION ENSEIGNEMENT  
Direction du Développement Collectivités Territoriales  
Tél. : 01.47.16.51.00  
[www.elior.com](http://www.elior.com) -  @Elior\_France

Un monde d'attentions





## YVELINES Les militants LR se remontent le moral à Verneuil-sur-Seine

Elle commence à freiner l'hémorragie militante et financière. La fédération LR des Yvelines, menée de nouveau par le président du Département Pierre Bédier, veut se refaire une santé politique.

Ce soir du lundi 19 mars, à Verneuil-sur-Seine, parmi la centaine de militants présents à l'appel de la fédération LR des Yvelines, nombre d'élus, de droite comme du centre, sont venus apporter leur soutien ou du moins une certaine curiosité. « Je fais le tour des circonscriptions, des cantons, pour vous inviter à vous remobiliser, que chacun s'exprime et dise ce qu'il a sur le cœur, nous sommes là pour nous écouter », attaque le président du conseil départemental Pierre Bédier.

Ce dernier est en effet de retour en fanfare, tant au sein de la fédération yvelinoise, dont il compte reprendre la tête en octobre prochain à l'occasion du congrès national du parti, qu'au niveau national où Laurent Wauquiez, président des Républicains, lui a confié une mission d'audit des fédérations franciliennes. Parviendra-t-il à redresser une fédération yvelinoise bien mal en point ? Il lui faudra d'abord apaiser les plaies internes, encore vives depuis la défaite de François Fillon.

*dernière année a été difficile, reconnaît-il. On avait réellement des espérances avec les élections, on pensait enfin regagner le pouvoir... c'est pour ça qu'il fallait impérativement qu'on se retrouve, de manière à remettre notre mouvement en marche. »*

Comme d'habitude, le tribun s'est réveillé en Pierre Bédier face à la foule militante. Le président du conseil départemental aurait-il retrouvé lui-même l'activisme militant de sa jeunesse politique ? Nationalement, il a indiqué être prêt à s'impliquer de nouveau. Il n'a pas fallu longtemps pour que le nouveau président des LR, Laurent Wauquiez, ne lui confie une mission d'audit des fédérations franciliennes du parti, avant les élections internes d'octobre.

*« Laurent a choisi de me confier la mission de faire que tout le monde s'aime », résume le premier concerné. « Quand on me connaît, c'est un talent né ! Ceux qui ricanent et qui me connaissent bien, ça a quelque chose de blessant... », ironise-t-il aussitôt, avant de se faire plus sérieux :*

*8 000 militants à jour de cotisation, selon sa secrétaire fédérale Sophie Primas. L'autre travail qui attend le nouveau duo de direction est financier, avec notamment la résiliation du bail (qui se finit dans 18 mois environ, Ndlr) du siège de Jouy-en-Josas. « Ce n'est pas facile car on a moins de parlementaires, développe Sophie Primas. Le national nous aide déjà avec des prêts, après, c'est un enjeu aussi pour la fédération de remonter ses finances et de trouver des sources de financement. »*

Dans la salle, quelques élues locales, « de droite mais pas militantes » venues par curiosité, manifestent leur désapprobation de voir Pierre Bédier revenir en force au sein de la fédération et mener les débats. « Ce n'est pas le bon bonhomme pour les Yvelines, regrette l'une d'elles à la fin de la réunion. Il aurait fallu faire l'inverse : mettre un jeune en tête, et lui en soutien. »

### « Faire que tout le monde s'aime »

Ce choix, pourtant, est largement approuvé par les élus et militants présents, pour qui Pierre Bédier représente tant de victoires électorales qu'il semble dur de refuser son soutien. « C'est une locomotive, il a beaucoup de défauts mais une qualité pour un parti, c'est de faire du militantisme, explique Sophie Primas. Pierre a l'énergie pour faire ça, remettre le parti sur les rails, je ne doute pas qu'il passera le témoin comme il l'a toujours fait. »

A Verneuil-sur-Seine ce lundi-là, il s'est en tout cas appliqué à remettre les militants en ordre de bataille. « Si on veut repartir de l'avant, il faut qu'on se redise ce que nous sommes, c'est souvent quand on ne se définit pas soi-même qu'on est perdus, avance-t-il. On est patriotes, libéraux en économie et conservateurs en matière sociétale : on n'est pas l'extrême-droite mais on n'est pas le centre. » Il appuie un dialogue avec les centristes de l'UDI en vue de futures élections.

*« Ne nous y trompons pas, c'est bien un gouvernement de gauche, la dépense publique ne cesse d'augmenter et ça, c'est un marqueur », enjoint-il aux militants. « Cette gauche est intelligente », poursuit-il en qualifiant Emmanuel Macron de « socio-démocrate ». Dans la salle, certains élus de centre-droit présents, pas ou plus membre des LR, venus par cordialité, n'en ont pas moins précisé attendre les élections internes d'octobre pour se décider, ou pas, à adhérer, en fonction de la ligne politique qui se dégagera alors.*

## En bref

### VALLEE DE SEINE Développer les connexions entre ruraux et urbains

La semaine dernière, la communauté urbaine a présenté à une délégation européenne les différents projets mis en œuvre pour favoriser les producteurs locaux.



Pour avoir un aperçu de ces actions citoyennes, la délégation s'est rendue vendredi dernier à la ferme de la Muette, spécialisée dans la vente de produits locaux.

La semaine dernière, une délégation européenne représentant six pays était en visite, dans le cadre du projet *Read it*, porté par la Maison de l'Europe yvelinoise. Ce programme cherche à promouvoir les actions citoyennes dans les zones rurales.

*« Au départ, on s'est aperçus qu'urbains et ruraux ne se parlaient pas, il fallait essayer de créer une connexion », détaille Sophie Primas, présidente du programme, lancé en 2009 en vallée de Seine et renouvelé en 2014 pour une durée de six ans.*

Pour avoir un aperçu de ces actions citoyennes, la délégation s'est rendue vendredi dernier à la ferme de la Muette d'Ecqueville, spécialisée dans la vente de produits locaux. Une initiative que la communauté urbaine Grand Paris Seine et Oise souhaite développer à travers le programme Leader Seine aval.

Conservatoire botanique à Nézel, ferme pédagogique à Ecqueville, logements étudiants dans des corps de fermes sont autant de projets réalisés par ce programme de 1,4 million d'euros, co-financé par l'Europe et les collectivités. « On crée de la valeur ajoutée pour le territoire, les agriculteurs et la communauté », ajoute Sophie Primas.

## En bref

### POISSY Le quartier Rouget de Lisle labellisé écoquartier

Lors du dernier conseil municipal, opposition et majorité ont unanimement voté en faveur de la signature de la charte écoquartier pour le quartier Rouget de Lisle.



« Nous avons fait notre maximum pour bénéficier du label écoquartier », assure Sandrine Dos Santos.

Le regret de l'opposition pisciaise, que le quartier Rouget de Lisle ne dispose plus du label écoquartier, appartient désormais au passé. Fin 2016, Sandrine Dos Santos, première adjointe, expliquait en effet que ce label « imposait des contraintes qui étaient vraiment bloquantes » à ce projet de plus de 2 000 logements.

Mais au conseil municipal du 12

mars, l'opposition n'a donc pas pu manquer de souligner sa satisfaction de voter en faveur de la signature de la charte écoquartier concernant le quartier Rouget de Lisle. « Nous sommes particulièrement satisfaits de voir monsieur le maire, qui a longtemps été contre, être maintenant en faveur de ce beau label », salue Eric Falzon (SE) de la liste Vivons notre ville, pour l'occasion.

### « On ne peut pas dire qu'on était contre »

Une position « contre » dont se défend Karl Olive (DVD), appuyé par Sandrine Dos Santos. « Quant à nous dire que nous étions contre et que d'un coup nous sommes pour, je vous rappellerais juste que depuis la nomination de l'aménageur en 2015, tout a été fait dans ce sens, souligne-t-elle. Donc on ne peut pas dire qu'on était contre, dès que nous avons pris ce projet en main nous avons fait notre maximum pour bénéficier du label écoquartier. »



« Dans ces moments un peu difficiles, il faut de la jeunesse mais aussi un peu d'expérience », a pointé Pierre Bédier de son souhait de reprendre la tête de la fédération yvelinoise.

*« On a perdu l'élection présidentielle, mais le plus dur est que ceux qui ont fait la campagne sont partis », explique à l'assistance la sénatrice et secrétaire fédérale Sophie Primas, elle-même soutien de François Fillon. « On était tous un peu perdus et essouffés », poursuit-elle des cadres du parti. Humblement, elle assume les soufflets que lui administre une militante : « J'étais sur le marché toute seule à la gare SNCF, toute seule ! J'en ai gros sur le cœur, on a travaillé énormément ! » Elle poursuit, évoquant les défections vers LREM : « Si les patrons ne sont pas capables de conserver leur parole... »*

*« Je veux trouver des solutions qui font qu'on se mette d'accord et qu'on reparte ensemble ». S'il dément « créer une caserne », il assume son injonction à la discipline de parti : « On doit débattre, mais une fois qu'une décision est prise, il faut l'accepter. »*

Au niveau local, sa reprise en main de la fédération LR des Yvelines est désormais palpable, en l'absence de son président officiel, l'ex-député David Douillet. « Je suis un peu vintage, je suis parfaitement conscient qu'il eut été mieux que ce soit une jeune fille de 24 ans, indique-t-il en référence à Flora Sabbagh, présidente des jeunes LR des Yvelines, assise juste à côté, ainsi qu'aux jeunes militants dont il assure vouloir s'entourer. Dans ces moments un peu difficiles, il faut de la jeunesse mais aussi un peu d'expérience. » La tâche reste d'ampleur, alors que la fédération LR des Yvelines compterait désormais environ



## En bref

**VALLEE DE SEINE** Port industriel : rebondissements en série  
La Région s'est désengagée financièrement, mais le ministère de la transition écologique a fait appel.

Le projet de port industriel entre Carrières-sous-Poissy et Triel-sur-Seine, porté par Ports de Paris n'en finit pas de rebondir. En janvier dernier, les juges du tribunal administratif retoquaient le projet. Plus récemment, le 15 mars, la Région Île-de-France s'est retirée de l'opération, privant ainsi le projet d'un financement de près de quatre millions d'euros.

Vendredi 22 mars, *Le Parisien* révélait que le préfet des Yvelines, Serge Morvan, n'avait pas fait appel de la décision du tribunal administratif, bien qu'il l'ait envisagé. « *Juridiquement, ce n'est pas à lui de (le) faire* », indiquait une source dans l'entourage du préfet au quotidien francilien. Une décision qui avait entraîné des réactions enthousiastes chez les associations environnementales et les communes opposées au projet.

Nouveau coup de théâtre ce week-end. *Le Parisien* indique que le ministère de la transition écologique a fait appel de la décision le 19 mars. Même s'il a été déposé deux jours après la date limite, il devrait être accepté. « *En fait, on compte en nombre de jours ouvrables* », explique au quotidien une source proche du dossier.

## En image



## YVELINES L'ex-star du PSG revient dans les Yvelines pour la bonne cause

A la veille de son match de gala joué samedi au vélodrome national de Saint-Quentin-en-Yvelines au profit de son association caritative Gol de letra, Rai a reçu un chèque de 10 000 euros de la part du Département. Ce don servira l'objectif de Gol de letra, qui est « *d'améliorer la qualité de vie des enfants au Brésil et de favoriser les échanges entre la France et le Brésil* », explique l'ex-star du Paris-Saint-Germain. Pour l'occasion, Rai a rappelé son attachement aux Yvelines, où il a vécu pendant plusieurs années : « *C'est ici que j'ai connu la culture française.* »

## En bref

**MAGNANVILLE** Deuxième édition du « Village industrie » ce jeudi

A partir de 14 h, un grand job-dating, ouvert au public, sera organisé.

La deuxième édition du « *Village industrie* » se déroulera ce jeudi 29 mars au sein du centre magnanvillois de l'Agence nationale pour la formation professionnelle des adultes (AFPA). « *Un village est reconstitué avec plusieurs pavillons qui représentent chacun un métier, une entreprise, détaille le communiqué de l'événement. A l'intérieur des pavillons, les formateurs de l'AFPA présenteront leur formation, les entreprises leur métier, les fournisseurs et leur matériel.* »

## Des pavillons qui « représentent un métier »

Parmi les métiers représentés, ceux de « *soudeur, mécanicien réparateur automobile* », par exemple. Deux jobs-dating seront organisés, dont l'un ouvert au public à partir de 14 h, en partenariat avec Pôle emploi et la Mission locale. Côté entreprise, Renault, Auchan et Eiffage seront notamment présents.

Des visites des ateliers seront également organisées, pour permettre aux visiteurs d'échanger avec les apprenants. Lors de la première édition, 40 entreprises étaient présentes et 320 personnes s'étaient déplacées.

## GARGENVILLE Les salariés de l'usine Calcia inquiets pour leur avenir

En grève mardi 20 mars, les salariés de la cimenterie dénoncent une dégradation de leurs conditions de travail tandis que l'avenir de l'usine s'écrit en pointillés.

À l'heure du déjeuner ce mardi 20 mars, quelques cuisses de poulet grillent sur un barbecue devant la cimenterie Calcia. Depuis l'aube, une dizaine de salariés parmi la centaine que compte l'usine bloquent son entrée. Le mouvement de grève national touche la

dizaine d'usines Calcia en France et n'épargne pas le site de Gargenville. Les salariés y ont d'importantes revendications locales, dénonçant la dégradation de leurs conditions de travail depuis l'arrivée des repreneurs allemands d'Heidelbergement.

« *C'est de pire en pire depuis deux ans, soupire un salarié gréviste. Il y a environ 10 % d'effectifs en moins et le matériel n'est plus moderne. Ils ne prennent même plus d'intérimaires, ce qui fait plus de travail pour nous...* ». Pascal Gaumer, responsable syndical de la CGT au sein de l'usine abonde. « *Il y a moins d'effectifs, moins de moyens, ils tirent sur tout* », déplore-t-il.

## « entre 3 et 5 millions d'investissement »

L'avenir de l'usine tient à l'ouverture ou non de la nouvelle carrière de calcaire à Brueil-en-Vexin. Sans elle, impossible de continuer la production de ciment à Gargenville. L'implantation de celle-ci est d'ailleurs débattue le vendredi 6 avril prochain à Mantes-la-Jolie (voir encadré).

« *L'ouverture de la prochaine carrière à Brueil-en-Vexin conditionne la modernisation de l'usine* », reconnaît Catherine Barbier Azan, directrice de la communication de l'entreprise. La cimenterie pourra encore exister sans la nouvelle carrière « *jusqu'en 2020* », estime-t-elle. En cas d'avis favorable du préfet pour l'installation de la carrière, Calcia

a promis d'investir 25 millions d'euros dans la modernisation de la cimenterie.

La direction dément malgré tout négliger son site de Gargenville et avance investir « *entre 3 et 5 millions par an en moyenne* » par site sur l'ensemble de ses cimenteries en France. Après un léger déclin, le marché du ciment repart petit à petit, selon elle. « *À Gargenville, nous avons diminué la production de 30 % à cause de la conjoncture mais vous imaginez bien que nous n'avons pas diminué les effectifs de 30 %. Il y a eu des départs volontaires et de*

*nouvelles missions ont été affectées* », se défend-t-elle.

La grève nationale du 20 mars a été suivie par « *50 % des effectifs* » à Gargenville, selon Pascal Gaumer. « *Le groupe va bien. Il se fait des marges comparables au marché du luxe et pourtant la direction nous a indiqué que nous n'aurions pas un euro de participation aux bénéfices sur l'année 2017* », s'insurge le syndicaliste. Après une journée de conflit, les salariés ont obtenu une prime de 500 euros nets chacun mettant ainsi fin à la grève.

## Premier débat public entre AVL3C et les salariés de Calcia

À l'initiative du parti communiste de Mantes-la-Jolie, un débat public à propos de la carrière de Brueil-en-Vexin se tiendra le vendredi 6 avril à 19h30, espace Guy Mainière à Mantes-la-Jolie. Celui-ci opposera Pascal Gaumer, secrétaire général de la CGT de la cimenterie Calcia de Gargenville et Dominique Pélegrin, présidente de l'association AVL3C. Pour Armelle Hervé, secrétaire de la section du canton de Mantes-la-Jolie, « *la question est très importante et la population est très peu*

*informée* ». Elle espère que cette fenêtre de dialogue permettra d'offrir « *le maximum d'éléments pour que les uns et les autres se fassent leur propre opinion* ». Aucun dirigeant de Calcia n'a été convié. « *On n'organise pas ce débat pour passer un powerpoint d'Heidelberg. Ce projet regarde la population et les salariés* », ironise-t-elle d'un précédent débat ayant opposé Calcia et l'AVL3C en décembre dernier devant les élus de la communauté urbaine.



Les salariés de la cimenterie devant l'entrée de l'usine le mardi 20 mars.

LA GAZETTE EN YVELINES



## POISSY Régularisation de charges : la goutte d'eau de trop pour les locataires

**Au début du mois, les locataires du bailleur social Vilogia ont reçu des factures de régularisation. Un courrier qui ne passe pas, au vu des désagréments quotidiens.**

Pour les locataires de Vilogia, dans le quartier de Beauregard, cela a été la goutte de trop. Que ce soient ceux concernés par le chantier de réhabilitation ou ceux de la place Corneille, ils étaient environ une centaine à faire part de leur colère envers le bailleur social lors d'une récente réunion au centre social André Malraux. Ils estiment subir des désagréments quotidiens et de facto une régularisation injustifiée.

Il y a un an, le directeur général adjoint d'Île-de-France, Etienne Charrieau, répondait aux locataires concernant les problèmes causés par la réhabilitation des immeubles, c'est cette fois-ci autour

de la régularisation des charges que les doléances étaient exprimées. Les locataires reprochent notamment au bailleur des montants trop élevés au regard des prestations effectuées. Vilogia s'est engagé à geler le paiement de cette régularisation tant que les contrôles de ces montants n'ont pas été réalisés.

### « On nous rendait de l'argent »

Au début du mois, c'est avec stupeur que les locataires ont reçu le montant de la régularisation sur les trois dernières années. Avec pour échéance de paiement, la

fin du mois. « C'est illégal, on vous demande de ne pas payer », rappelle Samira Tafat, référente du conseil citoyen du quartier, à l'initiative de la réunion. Le conseil a noté qu'en moyenne « 200 euros » étaient demandés, mais les sommes peuvent atteindre « 500 euros » dans certains cas.

Avant de questionner Etienne Charrieau : « Pourquoi trois ans ? Pourquoi ce dû ? Et pourquoi des écarts entre 20 et 50 euros selon les superficies ? » Des questions reprises par le public. « Avec l'ancien bailleur, on nous rendait de l'argent », regrette ce riverain.

« Tous les mois, vous payez des provisions sur charges, détaille Etienne Charrieau. Si votre consommation est supérieure, il y a une régularisation. » Sur le principe, les locataires comprennent. Mais c'est la durée de cette régularisation, trois ans, qui choque. « Trois ans, c'est la loi Alur qui l'autorise », poursuit le directeur adjoint, tout en reconnaissant un « manque de rigueur » de la part du bailleur.

« Et du coup, on peut payer en trois ans aussi ? » ironise un locataire. « Des facilités de paiement pourront être négociées », répond Etienne Charrieau. Autre inquiétude, l'impact des travaux sur la consommation des locataires. « Quand les ouvriers interviennent, ils se branchent chez nous »,



« Pourquoi trois ans ? Pourquoi ce dû ? Et pourquoi des écarts entre 20 et 50 euros selon les superficies ? » Ces questions ont été posées par le public au bailleur Vilogia.

s'inquiète une mère de famille. Ces périodes de travaux n'auraient pas d'incidences sur les factures. « Quand on les fait, on compare la consommation avec une période normale, précise Etienne Charrieau. Si la consommation est vraiment supérieure à la moyenne, on écrête. »

Dernier point soulevé par les loca-

taires, le choix des prestataires et la qualité de l'entretien du quartier. « J'habite depuis 17 ans place Racine, commente cette locataire. Et quand dans mes charges, on me facture une femme de ménage qui est passée quatre fois, ce n'est pas normal ! » Face à ces incriminations, le bailleur demande « des preuves », mais semble ouvert à la discussion.

### L'amicale des locataires en passe d'être lancée

Elle était réclamée depuis plus d'un an par le conseil citoyen, mais également par le bailleur social. Une amicale des locataires devrait voir le jour très prochainement, en partenariat avec la Confédération nationale du logement. « C'est important, dans des cas comme cela, d'avoir des interlocuteurs pour contester les décisions », insiste Etienne Charrieau, directeur général adjoint d'Île-de-France pour Vilogia. Même son de cloche du côté du conseil citoyen. « Normalement, on ne devrait pas être l'interlocuteur privilégié », explique Samira Tafat, référente du conseil citoyen.

## Indiscrets

L'Etat n'a pas vraiment apprécié que la station d'épuration soit hors-la-loi, ni que son inconséquence ait abouti à un dégagement de fumée orange suite à une réaction chimique non contrôlée, et ce alors qu'un incendie l'avait déjà touchée en février. Le 6 mars dernier, soit deux jours après l'incident chimique, le préfet des Yvelines a ainsi pris deux arrêtés de mise en demeure à l'encontre du Syndicat interdépartemental pour l'assainissement de l'agglomération parisienne (Siaap), à propos de la station d'épuration Seine aval, la plus grande d'Europe, à cheval sur Achères et Saint-Germain-en-Laye.

Le représentant de l'Etat exige la non-remise en fonction d'une cuve impliquée dans le dégagement de fumée orange. Elle relève d'ailleurs que « l'incident déclaré le 4 mars 2018 » avait pour origine « notamment la cuve de chlorure de fer mixte » qui aurait pourtant dû être mise à l'arrêt, au sein de l'unité de prétraitement, le 31 décembre 2017. Le préfet des Yvelines relève aussi que « ces non-conformités notables » avaient été relevées lors d'une visite le 23 janvier dernier, et déplore le « non signalement d'un incident survenu le 21 février 2018 impliquant la même cuve de chlorure de fer mixte ».

Cette mairie a choisi Facebook pour inviter les emprunteurs de livres retardataires à les ramener. A l'occasion d'un billet d'information sur les nouveaux horaires de la bibliothèque, dont le fonds comporte environ 10 000 ouvrages, la municipalité de Septeuil a tenu à faire la précision suivante : « Par la même occasion, les bibliothécaires signalent qu'il y a environ 300 ouvrages « dans la nature » et certains depuis plus d'un an. Pensez à les rapporter, ce sera sympa. »

Continueraient-ils leur lobbying malgré le choix d'une nouvelle directrice par la Commission administrative paritaire nationale des directeurs d'hôpitaux ? Les maires de Saint-Germain-en-Laye, Poissy et Mantes-la-Jolie s'étaient en effet fortement mobilisés pour maintenir en fonction l'actuel directeur par intérim des trois hôpitaux situés dans leurs communes. Ils semblent décidés à continuer, malgré la récente nomination d'Isabelle Leclerc, venue de l'hôpital de Montreuil (Seine-Saint-Denis). Les trois élus ont ainsi publié sur les réseaux sociaux une photo de leur rencontre, le 22 mars, avec un conseiller du premier ministre « au sujet de l'avenir des ensembles hospitaliers ». Obtiendront-ils finalement gain de cause ?

Le covoiturage avait beau être proposé gratuitement, il n'a pas fait recette lors du premier jour de grève des cheminots, faute de conducteurs disponibles. C'est du moins le constat fait par *Le Parisien*, qui a expérimenté les huit services privés de covoiturage par applications mobiles, pour lesquels le conseil régional d'Île-de-France payait les voyages jeudi dernier. « Elle-même a tenté de montrer l'exemple en voulant emmener un passager ce jeudi matin, indique-ton dans son entourage. Mais la présidente de Région n'a jamais vu arriver son « covoituré » ! », précise par ailleurs le quotidien des efforts de Valérie Pécresse (LR) pour promouvoir ce mode de transport.



POUR VOTRE SANTÉ, ÉVITEZ DE GRIGNOTER ENTRE LES REPAS.  
WWW.MANGERBOUGER.FR

**SOPHIE, PIERRE et LIDL!**

Assortiment de 30 mini-feuilletés apéritifs  
Légumes, Saumon & Moutarde, Fromage & Saumon, Fromage & Lardons, Fromage & Champignons

357 g

**2,39** €  
■ 1 kg = 6,69 €

Offre valable du mercredi 28 mars au mardi 3 avril

**UN PETIT PRIX POUR DE GRANDES OCCASIONS !**



## CONFLANS-SAINT-HONORINE

## Centre-ville : la piétonnisation au coeur de la concertation ?

La piétonnisation de la rue Maurice Berteaux, artère du centre-ville, est ardemment souhaitée par les habitants présents à la concertation, mais rejetée en bloc par les commerçants de la rue.



Selon nos informations, les commerçants ont exprimé très fermement leur refus de toute piétonnisation lorsqu'ils ont été reçus par le maire, lundi 12 mars.

Voulue par les uns, rejetée par les autres, la piétonnisation sera, semble-t-il, au coeur de la concertation juste débutée autour de l'avenir de l'artère commerçante du centre-ville conflanais. Jeudi 15 mars dernier, lors d'une première réunion publique portant sur le réaménagement de la rue Maurice Berteaux et de ses abords, les 90 présents ont manifesté sans équivoque leur souhait de voir le centre-ville rendu aux piétons, partiellement ou totalement. Quelques jours avant, les commerçants avaient pourtant opposé un très net refus à toute piétonnisation.

« Pourquoi une concertation ? Parce que ça avait bien marché place Fouillère », explique le maire Laurent Brosse (DVD) ce soir du 15 mars dans la salle des mariages du château du Prieuré. La concertation publique portant sur la place située au pied de la rue Maurice Berteaux, actuellement en chantier, avait en effet été saluée des habitants, dont certaines remarques ont été prises en compte. « C'était un galop d'essai », note en aparté un fonctionnaire. Concernant le centre, après une seconde réunion de concertation, un pré-projet devrait être présenté en juin (voir encadré).

Pour recueillir l'avis du public ce soir de mars, un instrument original a été distribué par groupes d'habitants présents : une télécommande permettant de voter

en direct pour une ou plusieurs propositions. « C'est très démocratique et macronien », confie l'un des présents à ses voisins lors de la distribution des boîtiers de vote. « On innove », sourit le maire de cette initiative originale et plutôt appréciée du public, qui doit alors débattre en groupe avant de voter.

## « Pas satisfaits du stationnement »

Ces derniers mois, l'agence retenue par la mairie pour mener la concertation a également distribué des questionnaires portant sur le centre-ville, et récolté un peu plus de 150 réponses. « Les trois quarts d'entre vous n'étaient pas satisfaits du stationnement », résume Lorette Haffner, chargée d'études à l'agence Aire publique, ajoutant : « La convivialité et l'ambiance, malheureusement, ne vous conviennent pas. »

Jeudi soir, les Conflanais montrent leur diversité lors de la plupart des votes, dont le résultat est ensuite diffusé par un rétroprojecteur. Ce n'est pas le cas lorsqu'est demandé « quel type d'aménagement faciliterait le mieux les déplacements doux dans le centre-ville » : à plus de 95 %, le public approuve soit une zone piétonne à accès réglementé, soit une zone de partage limitée à 20 km/h.

Après une première phase de votes, il est proposé aux partici-

pants d'exprimer leurs souhaits sur des Post-it. « Vous êtes très nombreux à parler de la circulation à améliorer, avec des notions connexes de sécurité, synthétise la chargée d'études d'Aire publique. Sur les déplacements, je ne compte plus les Post-it qui nous parlent de parkings, souterrains ou autour du centre, ainsi que de piétonnisation, et pour des bus moins impressionnants. »

La réduction de la place dévolue à la circulation automobile est pourtant loin d'être une priorité pour les commerçants, dont certains déplorent déjà les conséquences du chantier en cours sur la place Fouillère. Selon nos informations, ils ont exprimé très fermement leur refus lorsqu'ils ont été reçus par le maire, lundi 12 mars. « Je peux confirmer l'opposition à la piétonnisation de la rue Maurice Berteaux », rapporte d'ailleurs celui-ci au public. « A l'époque, on avait voulu faire une voie piétonne, ils s'y étaient tous opposés », se rappelle à cette occasion l'un des membres d'une précédente majorité municipale de gauche.

« Ils sont contre une rue piétonne, mais quels sont leurs arguments ? », s'agace un trentenaire habitant Conflans-Sainte-Honorine depuis quelques semaines. « L'argument est qu'il faut une place de stationnement, parce que les Conflanais se déplacent d'abord en voiture », relate Laurent Brosse de sa réunion. Sans convaincre, le nouveau Conflanais ne manquant de faire remarquer la vitalité commerçante du centre-ville de Saint-Germain-en-Laye « malgré les rues piétonnes et la difficulté à se garer ». Le débat s'annonce déjà vif alors que la concertation vient à peine de commencer.

## L'âge des participants influe-t-il sur la concertation ?

« On a une population, ici, de gens de plus de 30 ou 40 ans, on aurait eu plus de jeunes, les réponses auraient peut-être été changées », fait remarquer judicieusement un participant au public, plutôt âgé, présent à la réunion de concertation du jeudi 15 mars. Cet âge moyen élevé des participants va-t-il influencer sur la concertation en cours ? Certaines réponses ont en tout cas semblé surprendre les professionnels de l'agence de concertation sollicitée par la municipalité.

Ils demandent par exemple au public s'il souhaite des horaires aménagés ou élargis pour les commerces et les restaurants. Par deux fois, la réponse est très largement négative, alors que cette demande est fréquemment exprimée dans d'autres centres-villes. Lorsque vient la question des types de restaurants voulus pour la rue Maurice Berteaux, une majorité vote en faveur d'une restauration rapide « haut-de-gamme » ou de brasseries. Seuls quelques-uns demandent des fast-foods.

## En bref

## CARRIERES-SOUS-POISSY Les nettoyages citoyens peu courus

Ce samedi, les Lions clubs avaient lancé un appel à nettoyer des abords de routes ou espaces verts yvelinois. Le long de la RD190, ils étaient peu nombreux à avoir répondu.



« Je travaille à Verneuil, je prends mon vélo trois fois par semaine, je passe par là et je vois que c'est dégueulasse », explique Mario, 43 ans, Carriérois depuis un an et demi.

Samedi dernier, le long de la RD190 qui relie Carrières-sous-Poissy à Triel-sur-Seine et à l'appel des Lions clubs de l'Ouest parisien, une dizaine de nettoyages citoyens étaient prévus dans les Yvelines. La participation est cependant restée faible, du moins à Carrières-sous-Poissy où ils n'étaient que quelques-uns à venir.

« Je travaille à Verneuil, je prends mon vélo trois fois par semaine, je passe par là et je vois que c'est dégueulasse », explique Mario, 43 ans, Carriérois depuis un an et demi. Avant qu'ils ne se mettent à nettoyer les abords de la route départementale, des agents municipaux

carriérois leur ont prêté le matériel nécessaire : pinces, sacs et gants.

Pendant leur ramassage de déchets variés, difficile d'oublier que la route traverse l'ex-plaine maraîchère constellée de décharges illégales. « Partout, il faut aider et arrêter de ne rien faire les bras croisés, en se disant que ça va être fait par d'autres », commente un autre présent au nettoyage, Alban Bernard, qui tente de mobiliser pour un nettoyage rapide de la plaine. En attendant, il a voulu rendre plus propres les accotements : « C'est un symbole fort, qui en appelle d'autres. »

## En bref

## ANDRESY Un document à la population pour savoir agir en cas de risques

Une petite trentaine de personnes, en majorité retraitées, ont assisté à la présentation du plan communal de sauvegarde. Elles ont été intéressées par la prise en compte de la canicule.



En complément de cette réunion de présentation, un document d'information communal sur les risques majeurs sera distribué dans les prochaines semaines.

Une petite trentaine de personnes s'étaient déplacées ce jeudi 22 mars pour assister à la présentation du plan communal de sauvegarde (PCS) à l'espace Julien Green.

En complément, la municipalité a réalisé le document d'information communal sur les risques majeurs qui sera distribué aux Andrésiens dans les prochaines semaines. Le public présent, majoritairement composé de retraités, a demandé

si tous les risques étaient pris en compte.

« Et la canicule ? », questionne l'une d'entre eux. « Cela est pris en compte » assure le maire LR Hugues Ribault. Il répond par la positive et détaille, en fin de réunion : « Nous avons recensé les personnes âgées ou fragiles. Cela peut servir pour les inondations, mais aussi en cas de fortes chaleurs. »

## Recenser les personnes âgées ou fragiles

Le risque attentat est comptabilisé. « Ce sont plutôt les conséquences d'un attentat à Paris qui sont listées, détaille Alexis Wetterwald, du cabinet Lexis, avec qui la mairie a élaboré le PCS. Avec le risque de l'interruption des transports en commun et le fait de ne pouvoir aller chercher ses enfants à l'école pour les parents travaillant à Paris. »

## Un premier pré-projet présenté le 7 juin

Les objectifs du réaménagement de la rue Maurice Berteaux et de ses abords sont selon la mairie « de renforcer l'attractivité du centre-ville, redynamiser l'activité commerciale, contribuer au confort et à la facilité des déplacements piétons, fluidifier la circulation routière, améliorer la qualité de vie des Conflanais ».

Elle espère pouvoir démarrer les

travaux en 2020, avec la communauté urbaine Grand Paris Seine et Oise, et le conseil départemental (la rue Maurice Berteaux est une voie départementale, Ndlr). La seconde réunion de concertation est prévue le jeudi 5 avril, à 20 h à la salle des fêtes.

Un bilan de la concertation, et les premières esquisses du projet, seront présentées le 7 juin prochain.



## HOUDAN Les grains n'ont plus besoin du train

Les deux silos à céréales situés près de la gare sont aujourd'hui obsolètes et le transport ferroviaire n'est plus privilégié. Les coopératives agricoles vont donc les quitter pour un nouveau silo commun.

Les deux silos agricoles, faisant partie du paysage de la gare depuis des décennies, appartiennent bientôt à l'histoire ancienne. Situés de part et d'autre de la gare, les silos respectifs des deux coopératives agricoles, Sevépi et groupe Scael, sont aujourd'hui obsolètes et devraient être détruits. Ils connaîtront cette année leur dernière moisson et les deux coopératives se sont associées pour construire un silo commun à la sortie de Houdan.

« Au début, c'était simplement des petits hangars, et le silo comme il est a été construit en 1970, raconte Jean-Baptiste Hue, le directeur de Sevépi, du silo de sa coopérative céréalière. Aujourd'hui, ça paraît bizarre qu'il y ait des silos en plein milieu des villes à côté des gares, mais c'était une politique [des gouvernements] de l'époque, de favoriser le transport ferroviaire. »

### « Quitter les centres-villes »

Une réalité qui n'est plus d'actualité aujourd'hui pour la coopérative Sevépi, comme pour le groupe Scael, propriétaire de l'autre silo situé à proximité immédiate de la gare de Houdan. Désormais, les récoltes sont plutôt transportées

par « le camion ou le fleuve », souligne Jean-Baptiste Hue, qui précise que Sevépi dispose d'un silo fluvial à Limay et que « la coopérative transporte plus de 40 % de ses marchandises par la Seine ».

L'emplacement des silos en centre-ville n'est donc plus pertinent, et rendrait même compliquée la manœuvre des camions s'y rendant. « La politique de la coopérative est de quitter les centres-villes pour s'installer en périphérie des villes [...], apprend pour sa part Jean-Baptiste Hue. On n'a pas vocation embêter nos concitoyens au pied d'une gare comme ça. »

Ce dernier, et Damien Vanhalst (SE), conseiller municipal à Houdan, lui-même agriculteur, soulignent également que les deux silos sont désormais « obsolètes ». Et Damien Vanhalst de préciser : « Ils ne sont plus du tout adaptés aux conditions actuelles [et] aux véhicules actuels que ce soient les remorques, les bennes... »

Autant de raisons qui ont poussé les deux coopératives, Sevépi et groupe Scael (que la rédaction n'a pas réussi à joindre avant publication de cet article, Ndlr), à se séparer de leurs silos et imaginer un nouveau projet. « Les justifica-

tions que je vous ai données pour Sevépi, la Scael a les mêmes, confirme Jean-Baptiste Hue. Il sont aussi en centre-ville, ils ont aussi un silo ancien, donc assez vite, on s'est dit : pourquoi on ne ferait pas une installation commune. »

### Un projet à cinq millions d'euros

Les deux coopératives, qui collaborent déjà sur d'autres dossiers, ont donc lancé un projet d'un nouveau silo via une union de coopérative. Le chantier a déjà débuté, le long de la route de Saint-Lubin, à la sortie de la commune. « C'est un projet de cinq millions d'euros », confirme Jean-Baptiste Hue. Cette somme devrait être répartie à « 80 % » pour Sevépi et à « 20 % » pour le groupe Scael, « parce que l'activité, aujourd'hui, sur les deux sites, est bien plus importante chez Sevépi qu'à la Scael », détaille le directeur de la première.

« L'idée est d'investir pour les 50 ans qui viennent parce que le silo va être

très moderne », prévient le directeur de Sevépi. Il ajoute que le silo « répondra à de nouvelles spécifications » et permettra de « faire des lots spécifiques » pour les meuniers : « On pourra [...] donc mieux répondre aux différents clients. » Ce silo sera opérationnel pour la moisson de l'année prochaine, la récolte 2018 sera donc la dernière que connaîtront ceux de la gare.

Une fois que les deux coopératives auront quitté leur silo actuel, des négociations vont avoir lieu entre la commune, la Communauté de commune du pays houdanais (CCPH) et la SNCF qui est propriétaire des terrains, pour imaginer l'avenir du site. Les différents acteurs du dossier confirment que les silos seront détruits, et la municipalité souhaite qu'un projet d'ensemble pour le site soit élaboré. « Dans quelques années, ne resteront des silos que leur présence dans les cartes postales anciennes du quartier de la gare », indiquait d'ailleurs récemment la ville de Houdan dans une publication sur Facebook.



« Dans quelques années, ne resteront des silos que leur présence dans les cartes postales anciennes du quartier de la gare », indique la Ville de Houdan dans une publication sur Facebook.

## En bref

### MANTES-LA-VILLE Le rachat des saxophones Selmer est bouclé

La vente avait été annoncée en janvier par la famille Selmer et le fonds d'investissement Argos-Soditic. Elle a été confirmée ce jeudi 22 mars.

Les 500 salariés de Selmer ont définitivement quitté le giron familial pour celui d'un fonds d'investissement européen. Annoncée en janvier, la vente du groupe spécialiste du saxophone haut-de-gamme, fondé en 1885, installé à Mantes-la-Ville depuis 1921, a été terminée mi-mars, puis officialisée ce jeudi 22 mars par un communiqué du fonds Argos-Soditic, qui n'a pas eu recours à l'emprunt pour devenir actionnaire majoritaire.

Le fonds d'investissement assure du soutien des 55 actionnaires familiaux initiaux, il ne dévoile ni le prix d'achat, ni la proportion exacte du capital désormais possédé. Argos-Soditic « devient l'actionnaire majoritaire aux côtés d'un noyau resserré de membres de la famille Selmer et de l'équipe de direction », dont le président Jérôme Selmer, pour mener une « nouvelle phase de développement ».

Le chiffre d'affaires de Selmer s'est élevé à environ 35 millions d'euros en 2017, avec 87 % de ventes à l'export dans plus de 60 pays. Ses instruments sont intégralement produits dans les 11 000 m<sup>2</sup> des ateliers mantevillois.

## POISSY Contretemps pour la restauration du musée du jouet

L'une des entreprises principales des travaux de restauration du musée du jouet a fait faillite et une autre doit donc être trouvée.

Les travaux de restauration du musée du jouet, débutés en octobre 2016, ont connu un coup d'arrêt. Mais la municipalité assure que le calendrier prévu sera respecté.

Suite à une question lors du dernier conseil municipal, Florence Xolin, adjointe au patrimoine, a confirmé que « les travaux ont été interrompus il y a quatre mois suite à

la défaillance de l'une des entreprises principales ».

Georges Monnier, adjoint à la commande publique, complète que « la société qui devait construire le gros œuvre a fait faillite » et n'a donc pas pu assurer les travaux de gros œuvre et de serrurerie. Deux marchés ont donc été relancés, pour lesquels les entreprises n'ont pas encore été choisies. « Mais les offres que nous avons reçu nous permettent d'être tout à fait optimistes dans le fait qu'il n'y aura pas de dérapage lié à cette défaillance », indique Florence Xolin.

### Réouverture prévue « en février 2019 »

Si le maire DVD de Poissy, Karl Olive, assure que ce contretemps ne va pas retarder la livraison de ce chantier à 2 millions d'euros, le site internet de la Ville communique désormais sur une réouverture du musée « en février 2019 ». Alors qu'à la fermeture du musée pour travaux, l'automne 2018 semblait espéré.



« les travaux ont été interrompus il y a quatre mois suite à la défaillance de l'une des entreprises principales », indique Florence Xolin.

## VOTRE SPÉCIALISTE DES PRODUITS FRAIS

LE NOUVEAU  
PANIER FRAIS

FRUITS et LÉGUMES

BOUCHERIE

CRÈMERIE



Rue Charles-Léger

78680 Epône

Tél. : 01 30 95 76 20

www.lenouveaupanierfrais.com



## ACHERES Les effets du port ressentis jusqu'à « 700 mètres »

Le dernier atelier de concertation autour du projet de port Seine métropole Ouest s'est tenu jeudi dernier. La première phase de travaux devrait débuter en 2020.

Dernière ligne droite pour la concertation autour du projet de port Seine métropole Ouest (PSMO), plateforme multi-modale portée par Ports de Paris. Durant trois heures et demie d'ateliers, les échanges, portant notamment sur la qualité de l'air, l'exploitation et les travaux ont permis de rendre plus concret le PSMO.

Jeudi 22 mars, le huitième et dernier atelier s'est tenu à l'espace Boris Vian, en présence d'environ 80 participants, associatifs, élus, membres de Ports de Paris et associés au projet. La première tranche de travaux doit débuter en 2020, il devrait être opérationnel en 2040.

Concernant la pollution de l'air, les émissions de particules fines seraient « de 10 % supérieures à une situation sans port », détaille Anne Kauffmann, responsable du pôle études chez Airparif, d'une étude menée à l'été 2016. Un participant s'interroge : « Jusqu'à quelles distances pourra-t-on ressentir les effets du port ? » Difficile de se projeter : « Le calcul n'a pas encore été fait », répond Anne Kauffmann. Elle prend l'exemple du port autonome de Bonneuil-sur-Marne (Val-de-Marne) : « Ses effets se ressentent jusqu'à 700 mètres. »

A la première table, on s'inquiète également des nuisances sonores possibles. « Le port va être ouvert 24 h/24 h, comment cela va-t-il se passer ? », demande Danielle Giblet, une Achéroise. « Le port sera ouvert, mais il n'y aura pas d'activités », précise Mariusz Wiecek, directeur de l'agence Seine aval.

### Panneaux, registre et visites de chantier

« Il n'y aura donc pas d'entreprises en horaires décalés ? » insiste une participante. « Ce seront majoritairement des entreprises du BTP qui seront présentes, c'est très encadré », répond Mariusz Wiecek. « On a mis des horaires entre 7 h et 20 h pour ne pas

sous-estimer, mais cela se finira plus tôt », complète Pascal Blatnik, directrice adjointe du projet PSMO pour Ports de Paris.

A la troisième table, c'est surtout de l'impact des travaux dont il est question. « Est-ce que tout va venir par camions ? », s'inquiète Danielle Giblet. « Tout ce qui pourra être amené par voie fluviale le sera, essentiellement les gros volumes, rassure Jean-Marc Gaulier, architecte. Mais pour les petits volumes de chantier, on fera venir par camions. »

Au total, cinq phases de travaux sont prévues sur vingt ans, jusqu'à la mise en service complète du site. Si les participants s'inquiètent, la communication sera prévue. « Il y aura des panneaux de chantier et des mises à jour régulières sur un site internet dédié », commente Jean-Marc Gaulier. D'autres dispositifs, comme « des visites de chantier », ou la tenue d'un « registre » sont également envisagés pour communiquer auprès des riverains.



Durant trois heures et demie d'ateliers, les échanges, portant notamment sur la qualité de l'air, l'exploitation et les travaux ont permis de rendre plus concret le PSMO.

## CARRIERES-SOUS-POISSY Le quartier des Fleurs n'en peut plus des incivilités

Lors de la première réunion de concertation pour le projet de renouvellement urbain du quartier des Fleurs, ses habitants ont souligné les déjà bien connus soucis qu'ils rencontrent au quotidien.

Stationnement, quads, ordures... Les habitants du quartier des Fleurs, dans une volonté constructive, ont fait part de leurs doléances aux différents acteurs investis dans le projet de renouvellement urbain du quartier. Ce temps d'échange, à laquelle une vingtaine de Carriérois ont participé, a eu lieu le jeudi 22 mars au pôle Michel Colucci dans le cadre d'une première séance de concertation sur le devenir du quartier.

« On a considéré qu'il fallait commencer à penser à la rénovation du quartier avec les grands changements à venir autour (la construction de plus de 300 logements sur la Zac Saint-Louis notamment, Ndlr) », explique d'emblée une représentante de la direction de la politique de la ville à la communauté urbaine Grand Paris Seine et Oise (GPSEO), aux côtés de la Ville, du bailleur Efidis et de l'agence d'architecture et

d'urbanisme Quintet.

A l'heure prévue du début de la réunion de ce soir-là, les organisateurs avaient été surpris à la vue des vingt habitants à avoir fait le déplacement. Suite à une mésentente, ces Carriérois ont fait le déplacement, alors que seuls les membres du comité de quartier étaient normalement invités, avec un temps d'échange avec les habitants prévu le samedi suivant. Qu'à cela ne tienne, les animateurs de la concertation ont rajouté des chaises et tout le monde a pu participer.

L'agence d'architecture a commencé son étude urbaine depuis janvier, elle devrait se dérouler jusqu'en juillet. « Il s'agit d'arriver à comprendre comment mieux faire fonctionner le quartier après que la Zac Saint-Louis soit réalisée », poursuit un membre de l'agence Quintet, avant de demander aux

présents leurs remarques sur la vie sur place.

Réunis autour de grands plans, les habitants n'ont pas manqué de pointer les problèmes, essentiellement d'incivilités, qu'ils rencontrent au quotidien, tous soigneusement notés sur des Post-it placés ensuite sur la représentation en trois dimensions du quartier. Ces remarques portent sur des problèmes déjà bien connus au quartier des Fleurs. « Les logements qui sont en train de se faire ont des conséquences [...], notamment sur les parkings », soulève un habitant du quartier.

Une riveraine, visiblement résignée, désigne les effets déjà sensibles de ce manque de places : « Quand on descend des bâtiments, des voitures sont garées sur les pelouses, il n'y a plus d'espaces verts. » Un sentiment grandement partagé ce soir-là, à l'image de la remarque d'une Carriéroise : « Bientôt, les gens rentreront les voitures dans les appartements. »

## En bref

### LES MUREAUX Les jeunes au coeur de la journée des métiers de l'énergie

L'association Seinerly lab organisait le jeudi 22 mars sa première journée des métiers d'avenir. L'objectif était notamment de faire découvrir à des collégiens ces formations.



Les élèves ont pu assister à une démonstration de l'utilisation d'une caméra thermique.

Lunettes thermiques, caméra infrarouge, casque de réalité virtuelle... Tous ces outils de pointe ont été mis à la disposition de collégiens des Mureaux le jeudi 22 mars au bâtiment du Seinerly lab, à quelques pas de la gare. Seinerly lab, pôle d'innovation et d'expérimentation sur l'énergie, permettait aux élèves de les tester au gré de leur visite. Au total, 13 stands de start-ups et grandes entreprises étaient présents. Parmi la centaine de visiteurs figurent aussi des jeunes en reconversion professionnelle.

### « Des métiers à fort potentiel »

Pour Marie-Gabrielle Méry, directrice de Seinerly lab, la transi-

tion énergétique ouvre les portes à « des métiers à fort potentiel ». « Je sais que je ne souhaite pas travailler dans ces domaines donc ça ne m'intéresse pas trop mais un de mes camarades était très attentif parce qu'il veut devenir ingénieur climatique », détaille un collégien. Malgré les efforts réalisés pour intéresser les élèves, « cela reste un peu fragile pour des élèves de 4<sup>e</sup>, mais cela peut les amener à se poser des questions sur leur avenir professionnel », estime un professeur de SVT venu avec sa classe.

Seinerly lab souhaite ainsi faire connaître aux plus jeunes des métiers inconnus dans le domaine de l'énergie et de la robotique, et les mettre en relation avec les acteurs du secteur.

Au menu des doléances figure également la gestion des ordures ménagères, dont GPSEO assure que la gestion « fait partie de la réflexion », et des encombrants, qui se retrouvent sur les espaces verts en question. « Les espaces verts ne nous appartiennent plus, avant, il y avait de beaux espaces verts », regrette une habitante en rez-de-chaussée.

Sujet récurrent à Carrières-sous-Poissy, les rodéos, surtout en quad, n'ont pas manqué d'être aussi mis sur la table, plusieurs participants se montrant ce soir-là sceptiques de voir un jour les choses s'améliorer. « Ce qu'on veut, c'est des espaces verts,

que les voitures puissent se garer, que les quads ne passent plus », résume une Carriéroise. L'agence Quintet pointe « un équilibre qu'il va falloir trouver entre espaces piétons, paysages et parkings ».

Parmi les pistes de réflexion soulevées et débattues par les participants de cette concertation, l'installation de clôtures autour du quartier, ou pour le diviser en espaces plus restreints. « Clôturer limiterait l'accès aux quads, qui ne pourraient plus s'enfuir, et ça éviterait que des gens qui n'habitent pas là viennent se garer », estime une habitante.



« Ce qu'on veut, c'est des espaces verts, que les voitures puissent se garer, que les quads ne passent plus », résume une habitante du quartier des Fleurs.



## MANTES-LA-VILLE Un des braqueurs de la pharmacie retrouvé un an après

Agé de 17 ans, il avait participé au braquage de la pharmacie du domaine de la Vallée le 14 mars dernier. Son ADN a été retrouvé sur une cagoule.

Un an après, l'un des deux braqueurs de la pharmacie du domaine de la Vallée, située rue Georges Brassens, a été identifié et interpellé par les enquêteurs de la sûreté urbaine du commissariat de Mantes-la-Jolie la semaine dernière. Le 14 mars 2017, deux hommes cagoulés étaient entrés dans la pharmacie et avaient sorti un pistolet pour menacer la femme de ménage.

Sans ménagement, ils avaient projeté leur victime, âgée de 41 ans, au sol et l'avaient passée à tabac avant de tenter de dérober la caisse, sans succès. Les deux malfrats s'étaient

enfuis à travers le quartier en prenant la route départementale 983, abandonnant paires de gants en latex et cagoules sur leur chemin. Le gérant se trouvant dans l'arrière-boutique, n'avait pu réagir devant la rapidité et la violence de la scène.

Des prélèvements avaient été réalisés par les fonctionnaires de police. Couplés avec la base de données, ils n'avaient rien donné. Examinée par les pompiers, la victime, très choquée, s'était vu délivrer sept jours d'interruption de travail temporaire à l'hôpital.

En décembre dernier, les forces de l'ordre effectuent une surveillance dans un quartier magnanillois, ciblé par des cambriolages. Elles entendent alors, dans le cadre de cette enquête, un jeune lycéen Mantevillois, âgé de 17 ans, dont le profil a été signalé. Son ADN est prélevé.

### Besoin d'argent

« Il correspondait à des traces retrouvées sur une des cagoules », commente une source proche de l'enquête. Le jeune homme a été placé en garde à vue et entendu par les policiers ce mardi 20 mars. Il a d'abord nié les faits, avant de les reconnaître.

« Il n'a pas donné le nom de son complice, poursuit cette même source. Il a seulement déclaré avoir brandi un pistolet d'airsoft et que son complice avait un couteau. » Les deux armes, qui n'ont pas été retrouvées, avaient été jetées dans la rivière Vaucouleurs. Il aurait planifié le vol par besoin d'argent et choisi la pharmacie pour sa proximité d'avec son domicile.

« Il n'était pas connu des services de police, c'est pour cela que l'identification a pris un peu de temps », détaille-t-on au commissariat. L'adolescent a été déféré mercredi 21 mars devant le tribunal correctionnel de Versailles et a été mis en examen.

## ACHERES

### Ils jettent des matelas sur les RER

Les auteurs n'ont pas été retrouvés. Le trafic a été perturbé pendant deux heures, en direction et au départ de Poissy.

Circulation difficile pour le RERA, mercredi 21 mars en fin de journée. Vers 18 h, plusieurs témoins en gare d'Achères Grand-Cormier composent le 17 pour signaler qu'un groupe de personnes jette différents objets du pont de la gare en direction des RER, forçant l'un d'entre eux à stationner en gare. Ces projectiles sont composés « de matelas, enjoliveurs, etc. », détaille le compte Twitter du RER A.

Policiers, agents de la sûreté ferroviaire et responsable de la gare

partent à la recherche des auteurs des faits, sans succès. Le temps de l'intervention, la circulation a été interrompue entre Maisons-Laffitte et Poissy.

Une demi-heure plus tard, le compte Twitter de la ligne, annonce un « allongement de temps de parcours de dix minutes environ », impactant la branche Poissy-La Défense et Poissy-Boissy-Saint-Léger. Le trafic est revenu à la normale aux environs de 20 h.

## VALLEE DE SEINE Faux démarchages auprès de commerçants

La semaine dernière, plusieurs commerçants mantais et guervillois ont été sollicités pour apparaître dans un guide.

Les commerçants du Mantois ont été incités à la prudence la semaine dernière. Par leurs pages Facebook respectives, les mairies de Mantes-la-Jolie et Guerville ont diffusé une alerte concernant un faux démarchage. Dans les deux cas, les professionnels sont sollicités pour apparaître dans un guide, sous forme de publicité.

### « Avertir les autorités »

A Mantes-la-Jolie, les faux démarcheurs auraient vendu le pro-

jet comme « édité par les éditions du Département ». Une approche que contestent la municipalité mantaise et le conseil départemental, expliquant que les deux institutions « ne sont ni porteuses, ni à l'origine du projet ».

« La commune n'a mandaté aucune entreprise pour faire ce travail », détaille pour sa part la mairie guervilloise. Cette dernière recommande, en cas d'approche de ce type « d'avertir les autorités » compétentes.



ILLUSTRATION / LA GAZETTE EN YVELINES

Sans ménagement, ils avaient projeté leur victime, âgée de 41 ans, au sol et l'avaient passé à tabac avant de tenter de dérober la caisse, sans succès.

**PARC DU PEUPLE DE L'HERBE**

**SORTIES NATURE**

**PARC DU PEUPLE DE L'HERBE**

**CARRIÈRES-SOUS-POISSY**

**10 RDV D'AVRIL À NOVEMBRE 2018**

**TOUT PUBLIC**

**Venez contempler la nature et ses trésors...**

**1re BALADE**

**Samedi 21 avril**

**de 14h30 à 17h**

**« La saison des amours chez les oiseaux du Parc »**

**INFOS ET RÉSERVATIONS**

06 03 16 62 16 – pph@gpseo.fr

**PROGRAMME COMPLET SUR**

**parcdupeupledelherbe.gpseo.fr**

**PARC DU PEUPLE DE L'HERBE**

718, rue du Docteur Marcel-Touboul

78955 Carrières-sous-Poissy

© Conception 2018 GPSEO - N. LACROIX - SIRET : 2018 059 889 00010

Yvelines Le Département

CARRIÈRES-SOUS-POISSY

coile

Amis en Veste

écologia

LE DÉPARTEMENT

GPSEO

GRAND PARIS SEINE-ET-OISE COMMUNAUTÉ URBAINE



## MANTES-LA-JOLIE Il escroque une veuve de 300 000 euros

Le quinquagénaire avait profité de la faiblesse de cette trentenaire pour dépenser son assurance vie.



Au total, 17 000 euros ont pu être retrouvés par les enquêteurs.

Il avait profité d'un moment de faiblesse de la part de cette mantaise, touchée par le décès de son mari. Mardi 20 mars, les policiers du commissariat de Mantes-la-Jolie, en relation avec le groupe d'intervention régional de la gendarmerie et la police judiciaire, ont interpellé un homme de 53 ans, domicilié à Epinay-sur-Seine dans le Val-d'Oise.

### Un homme « hyper connu »

Tout commence en juillet 2016, lorsque la victime, âgée d'une trentaine d'années, dépose plainte au commissariat mantais, pour « des faits d'abus de confiance, dé-

taille une source proche du dossier. Elle s'était fait spolier l'équivalent de 300 000 euros. »

Le quinquagénaire avait rencontré la victime, l'avait mise en confiance. « Il lui a fait croire qu'il pouvait placer l'argent de l'assurance vie, mais il a tout dépensé » poursuit cette même source. Au total, 17 000 euros ont pu être retrouvés par les enquêteurs.

Le quinquagénaire « hyper connu » pour des faits similaires, a été présenté au tribunal correctionnel de Versailles ce jeudi 22 mars. Une information judiciaire a été ouverte.

## FOLLAINVILLE-DENNEMONT De faux membres d'Emmaus chez les particuliers

L'alerte a été diffusée sur le compte Facebook de la communauté Emmaus Dennemont ce mardi 20 mars. Plusieurs riverains auraient récemment été la cible de deux femmes, se revendiquant de la communauté.

Ces dernières « se rendent au domicile des particuliers pour demander quels objets ils souhaitent donner », prévient la communauté, qui dénonce clairement une arnaque et appelle à la vigilance.

La pratique ne serait pas de mise au sein de l'association : « En aucun cas les communautés viennent faire du porte à porte pour collecter vos objets ».

## MANTES-LA-JOLIE L'évadé de l'hôpital retrouvé

Sa cavale aura duré un peu moins d'une semaine. Dans la matinée du vendredi 23 mars, les policiers de la sûreté urbaine ont interpellé un Mantais de 27 ans dans un appartement de la rue Louis Blériot, dans le secteur des Aviateurs du quartier du Val Fourré.

Il était recherché depuis le dimanche 11 mars, où il s'était enfui du centre hospitalier François Quesnay, alors qu'il avait été placé en garde à vue. Lors d'un contrôle, il avait été retrouvé en possession de 2,3 kilos de résine de cannabis et avait tenté d'en avaler un morceau.

## CARRIERES-SOUS-POISSY Les voleurs repérés à cause de leur voiture orange

Plus tôt dans la nuit du 22 au 23 mars, ils avaient tenté de dérober un scooter en forçant une porte de garage.

Le cambriolage a tourné court pour ces trois voleurs. Dans la nuit du jeudi 22 au vendredi 23 mars, une alarme se déclenche alors que trois jeunes tentent de forcer le garage d'un pavillon de la rue du Village, dans le centre-ville. Ils tentent de démarrer le scooter à l'intérieur et le dégrade. N'arrivant pas à ses fins, le trio prend la fuite à bord d'une voiture.

Plusieurs témoins, réveillés par le bruit de l'alarme, composent le 17 et décrivent aux forces de l'ordre

les trois jeunes, mais aussi leur voiture, à savoir une Clio orange. Munie du signalement, une patrouille de la brigade anti-criminalité retrouve la voiture à la couleur voyante à Chanteloup-les-Vignes.

### L'alarme se déclenche

Ses trois occupants, deux Chantelouvais de 19 et 20 ans et un Mantevillois de 21 ans ont été interpellés, aux environs de 4 h 20 du matin.

## FLINS-SUR-SEINE Ils volent 300 euros à une quinquagénaire

Il est à peine 19 h lorsque cette Aubergenvilloise, âgée de 58 ans, a été agressée par deux hommes cagoulés alors qu'elle retirait de l'argent au distributeur.

La victime ne se laisse pas faire et se débat, tandis que l'un des deux agresseurs la menace avec un couteau et lui demande de retirer plus de liquide, ce qu'elle refuse.

L'intervention d'un passant a permis de mettre en fuite les malfaiteurs, qui ont pu s'emparer de 300 euros. La quinquagénaire a porté plainte.

## VILLENES-SUR-SEINE Un cadavre découvert dans la Seine

Macabre découverte samedi 24 mars, au niveau de l'île du Platais. Alors qu'il était sur le ponton de sa résidence, un Villennois aperçoit un corps flotter dans l'eau, emporté par le courant en direction de Mantes-la-Jolie.

Policiers, brigade fluviale de la gendarmerie et sapeurs-pompiers repêchent le cadavre aux alentours de 14 h 35. Il était sans tête, sans main ni pied gauche. Les premières conclusions laissent penser qu'il s'agit d'un homme. Le corps a été transporté à l'institut médico-légal de Garches (Hauts-de-Seine) pour une autopsie.

# Les promotions de mars et avril 2018

## DANS LA LIMITE DES STOCKS DISPONIBLES

1,30€



Milka Choco Jaffa Orange jelly



Milka Choco Jaffa Strawberry



Milka Choco Jaffa chocolat mousse



Milka choco minis



Milka choco cow



Milka choco sticks



Milka choco cookie

1,00€



Cookies choco 5+1 gratuite



Minis cookies chips



Moelleux choco 5+1 gratuite



gateaux chocos animaliers 180g



Minis galettes 200g



Minis cigarettes 125g



Pepito LU 100g

Les Halles d'Achères



Fruits & légumes frais  
Produits laitiers & surgelés

OUVERTURE EXCEPTIONNELLE tous les DIMANCHES de MARS et AVRIL  
**de 8h30 à 19h00 NON - STOP**  
rue du 8 Mai 1945 • 78260 Achères dans votre quartier des Champs Villars





## FOOTBALL Le FC Mantois s'incline et l'AS Poissy partage les points

En National 2, le FC Mantois et l'AS Poissy peinent à renouer avec la victoire. Ce week-end, les Pisciacaïs ont fait un match nul avec Arras et le FC Mantois a perdu contre Rennes.



Cette défaite est le troisième revers consécutif concédé par les footballeurs du Mantois en National 2.

Encore un week-end sans victoire pour les écuries de vallée de Seine engagées en National 2. Le FC Mantois subit son troisième revers consécutif en s'inclinant par le plus petit écart sur la pelouse de la réserve de Rennes (1-0) et l'AS Poissy termine sur un match nul (1-1) contre Arras. Des résultats pas forcément optimaux dans la course au maintien, visé par les deux équipes.

Dans le cadre de la 23<sup>e</sup> journée du groupe C de National 2, les Pisciacaïs ont reçu l'actuel septième, Arras, ce week-end. Après leurs deux défaites de la semaine précédente contre des équipes en compétition pour monter à l'issue de la saison, les jaune et bleu ar-

rachent le match nul à l'issue d'un match où tout se sera joué dans les dernières minutes.

### Buts de dernières minutes

En effet, après 80 minutes sans but, Poissy et Arras vont faire parler la poudre dans les dix dernières minutes précédant le coup de sifflet final. C'est d'abord Socrier qui va permettre aux Pisciacaïs de prendre l'avantage de la rencontre (84<sup>e</sup> minute). Une avance qui sera de courte durée avec l'égalisation à la 89<sup>e</sup> minute de Diabaté pour Arras.

Si ce partage des points reste bon

à prendre, ce match marque la cinquième rencontre sans victoire pour les jaune et bleu, depuis la réception de Furiani le 24 mars (4-2). Après ce match nul, les Pisciacaïs perdent encore une place au classement et descendent à la 11<sup>e</sup> position. Ils comptent désormais seulement deux points d'avance sur le premier relégable avant la réception d'Amiens, actuellement septième, le week-end prochain.

Dans le groupe D, opposé à un concurrent direct dans la course au maintien, la réserve de Rennes, le FC Mantois a perdu de précieux points. Les sang et or ont perdu par la plus petite différence sur ce déplacement (1-0). Le seul et unique but de la rencontre, permettant la victoire de Rennes, a été inscrit à la 47<sup>e</sup> minute par Laurienté.

### Troisième revers consécutif

Cette défaite est le troisième revers consécutif concédé par les footballeurs du Mantois en National 2. Les sang et or conservent leur 12<sup>e</sup> place en championnat mais se rapprochent dangereusement de la zone rouge. Ils ne sont désormais plus qu'à trois petits points du premier relégable, qui est justement Rennes. Le week-end prochain, une grosse confrontation attend les sang et or qui recevront l'actuel leader de National 2 : Le Mans.

## FOOTBALL Encore un nul sans but pour Les Mureaux

Pour la deuxième journée consécutive en National 3, Les Mureaux termine la rencontre sur un score nul et vierge. Ce week-end sur la pelouse d'Ivry, actuellement juste derrière au classement à la 9<sup>e</sup> place, les Muriautins se contentent d'un 0-0. Ce partage des points maintient l'équipe des Mureaux à la huitième position du championnat, dans le ventre mou, toujours à trois points de la zone rouge mais désormais à quatre longueurs de la cinquième place. Les Muriautins n'ont pas de rencontre de championnat prévue la semaine prochaine et recevront Colombes, également dans le milieu de tableau, le 8 avril.

personnes en ayant besoin. Des initiations gratuites pour les débutants sont également organisées à 11 h et à 14 h.

Les tarifs sont de 7 euros pour les adhérents, 10 euros pour les non-adhérents, et 12 euros sur place. « Une partie sera reversée à l'association Grégory Lemarchal », indiquent les organisateurs. Pour plus d'informations sur le règlement et les inscriptions, rendez-vous sur cdsmr78.fr.

## VOLLEY-BALL Les Conflanaises décrochent déjà la montée en N2

La saison n'est pas encore terminée pour les féminines du Conflans-André-Jouy volley-ball, mais leur parcours jonché de victoires leur permet d'avoir déjà validé la montée en Nationale 2.

Alors que deux journées restent encore à être disputées dans la poule F de Nationale 3, les féminines du Conflans-André-Jouy volley-ball (CAJVB) ont d'ores et déjà leur ticket pour la montée en Nationale 2 la saison prochaine. Après leur sans faute cette année et leur 16<sup>e</sup> victoire consécutive ce week-end, les Conflanaises sont déjà assurées de terminer l'année en tête.

Invaincues cette saison, les féminines du CAJVB l'ont encore largement emporté dimanche 25 mars, trois sets à zéro (25-12, 25-12, 25-11) contre Asnières. « Un match expédié en 1h06 qui permet à notre équipe d'accéder en Nationale 2, déjà un des objectifs qui est rem-

pli, apprécie le communiqué du CAJVB. *Félicitations aux coaches et au groupe.* »

### Un des objectifs déjà rempli

Les Conflanaises sont donc toujours seules en tête avec sept points d'avance sur le second, Caen. C'est cette avance qui leur permet d'être dès à présent sûres de monter. Mais pour autant, le club ne compte pas en rester là : « Nous allons proposer deux challenges à nos joueuses : terminer invaincues, donc remporter les deux derniers matchs de championnat dont le prochain à domicile face à Caen le 15 Avril et pourquoi pas la Coupe de France Fédérale les 26 et 27 Mai prochain ! »

## BASKET-BALL Toujours sous la menace, Poissy prend de précieux points

Malgré leur large victoire de ce week-end contre Rennes, les Pisciacaïs sont toujours dans la zone rouge de Nationale 2.

Premier relégable de la poule C de Nationale 2, les Pisciacaïs ont besoin de points pour espérer continuer l'aventure à ce niveau de compétition l'année prochaine. Après la grosse défaite de la semaine précédente contre Calais (93-77), la Poissy basket association a réussi à renouer avec la victoire en s'imposant facilement 94-78 sur son parquet contre une équipe qui n'a plus rien à perdre cette saison, Rennes.

Dès le premier quart-temps, les Pisciacaïs vont prendre l'avantage de la rencontre et mener 25-21. Bien en jambe, ils vont mainte-

nir leur avance avant la mi-temps (45-39), puis l'aggraver dans le troisième quart-temps (76-59). En gérant le dernier quart-temps, les jaune et bleu s'imposent finalement 94-78.

### Plus que quatre matchs

A quatre journées de la fin de la saison, la Poissy basket association est désormais premier relégable de Nationale 2, à égalité de points avec le premier non-relégable, Gravenchon. La prochaine rencontre des jaune et bleu sera un déplacement à Laval, l'actuel cinquième, le 7 avril.

## FOOTBALL Rencontre amicale internationale dans le Mantois

Le stade Aimé Bergeal de Mantes-la-Ville a accueilli la rencontre amicale opposant le Congo-Brazzaville à la Guinée-Bissau.

Alors que le FC Mantois se déplaçait à Rennes ce week-end (voir ci-dessus), les amateurs de football du Mantois ont quand même pu assister à une belle rencontre. Le stade Aimé Bergeal de Mantes-la-Ville a en effet accueilli une rencontre amicale internationale le dimanche 25 mars, opposant le Congo-Brazzaville à la Guinée-Bissau.

### « Près de 300 supporters »

Un match entouré d'incertitude, puisqu'il devait initialement avoir lieu à Amiens avant d'être annulé puis reprogrammé à Mantes.

A l'issue des 90 minutes de match, ce sont les joueurs du Congo-Brazzaville qui s'imposent 2-0. Prince Oniangé va d'abord ouvrir le score avant que Thiévy Bifouma, qui avait un temps claqué la porte de la sélection, ne double le marque.

Une rencontre à laquelle ont assisté « près de 300 supporters » d'après le FC Mantois. Ce dernier, « sollicité pour soutenir l'organisation de ce match, a mobilisé ses bénévoles, éducateurs, dirigeants et services civiques afin de gérer la buvette et l'accueil du public », indique le site internet du club local.

## COURSE A PIED

### Les 6 h de marche nordique d'Epône

Le dimanche 8 avril, une manifestation de marche nordique est organisée à Epône avec un parcours de 5,5 kilomètres au départ du parc du château.

Les amateurs de marche nordique ont rendez-vous à Epône le dimanche 8 avril. La compétition « Les 6 h de marche nordique d'Epône » proposera un parcours de 5,5 kilomètres, « en individuel ou en équipe », pour découvrir « les plaisirs de la

marche nordique au départ du parc du château », expliquent les organisateurs. Le retrait des dossards et les dernières inscriptions auront lieu de 9 h à 10 h, pour un départ de la course à 10 h et une fin vers 16 h. Des bâtons pourront être prêtés aux





Aménager

**Aménager** des routes plus durables,  
rendre les villes plus attrayantes,  
participer au développement économique.

Forte d'une solide expérience auprès des promoteurs, de l'industrie, de la grande distribution et des sociétés de transport et logistique, l'Entreprise Jean Lefebvre est le partenaire de la réalisation des projets privés.

Nous accompagnons les maîtres d'ouvrages et maîtres d'œuvre, de l'aide à la conception jusqu'à la réalisation, pour des opérations de création, extension ou rénovation des voiries, réseaux, assainissements et parkings extérieurs.

Contactez nous pour une évaluation technique pertinente.



**AGENCE YVELINES**

113, rue Jean Jaurès - 78131 Les Mureaux cedex

Tél. : 01 30 22 47 70 - fax : 01 34 74 43 61

[travauxlesmureaux@ejl.fr](mailto:travauxlesmureaux@ejl.fr)



## LIMAY Vanupié, du métro parisien à la tournée française

Le chanteur Vanupié, passé du métro parisien aux salles françaises, va donner des sonorités reggae à l'espace culturel Christiane Faure le vendredi 30 mars.

Dans le cadre d'une tournée 2018 qui va l'emmenner à travers toute la France mais aussi dans les pays limitrophes, le chanteur reggae Vanupié va donner un concert à Limay le vendredi 30 mars. Connu pour chanter dans le métro de Chatelet-Les Halles, Vanupié est en train de se créer un nom sur la scène reggae française et compabilise à titre d'exemple plus de 50 000 fans sur Facebook.

« Un univers oscillant entre soul, pop, ballades anglaises et reggae », décrit la

page Facebook de l'artiste. *Vanupié joue partout, pour tout le monde et plaît sans aucune distinction.* » Il viendra présenter ce 30 mars son dernier album *Freebirds*.

### L'Ensemble national de reggae

La première partie du concert sera assurée par l'Ensemble national de reggae. La soirée débutera à 20 h 30, à l'espace culturel Christiane Faure. Les tarifs sont compris entre 5,5 et 10 euros. Informations et réservations au 01 34 94 27 63.



« Un univers oscillant entre soul, pop, ballades anglaises et reggae », décrit la page Facebook de l'artiste.

## ROSNY-SUR-SEINE Les jeunes talents de théâtre présentent « Truculences »

Le dimanche 1<sup>er</sup> avril à 16 h, l'hospice Saint-Charles accueille les jeunes talents du Groupe jeune théâtre intercommunal du Théâtre des Oiseaux. Dans le cadre du festival *La caravane des dix mots*, ils présenteront leur création *Truculences*.

« Ces volubiles caravaniers ouvriront devant nous les dix mots clés que la caravane transporte comme

de petites lanternes magiques qui projetteront, alors, dans nos esprits, des séquences théâtrales où il sera question de nous-mêmes, de notre monde contemporain et parfois même de notre jactance », indique le communiqué de l'hospice Saint-Charles. La représentation est gratuite mais la réservation est conseillée au 01 30 42 91 55 ou par courriel à hsc@gpseo.fr.

## CHANTELOUP-LES-VIGNES Hip-hop et arts du cirque abordent l'esclavage

Les danseurs de French Wingz et la Compagnie des contraires s'associent pour proposer « Ex-clavage » : un spectacle qui aborde l'esclavage à travers la chorégraphie.

Ce sera l'un des tout premiers spectacles présentés à l'Arche, le nouveau lieu de culture de Chanteloup-les-Vignes. Le mercredi 4 avril à 15 h, danseurs du groupe French Wingz et comédiens de la Compagnie des contraires présentent le spectacle *Ex-clavage*. Ce dernier « explore le thème de l'esclavage moderne de façon percutante », assure le site internet de la commune.

« Les chorégraphies s'enchaînent aux scènes jouées pour démonter les rapports de domination et de sujétion lagazette-yvelines.fr

qui président à l'organisation des hommes et du travail », poursuit la description de l'événement. Il abordera le sujet de l'esclavage, depuis l'antiquité jusqu'à ses formes nouvelles d'aujourd'hui.

### « L'esclavage moderne de façon percutante »

Ce spectacle est proposé dans le cadre du festival *Les Francos*. Les tarifs sont de 3 et 6 euros et les réservations peuvent être faites au 01 30 33 02 26 ou sur le site internet du festival.

## ANDRESY La musique classique latine envahit l'espace Julien Green

« Une œuvre forte, enthousiasmante et originale ». C'est en ces mots que l'agenda culturel d'Andrésy décrit le *Misatango* de Martin Palmeri qui sera joué en concert à l'espace Julien Green le vendredi 30 mars à 21 h. « *Créée il y a 20 ans par Martin Palmeri, la messe à Buenos Aires dite "Misatango" est composée sur les mêmes mouvements qu'une messe en latin classique, à laquelle se mêlent les harmoniques et les rythmes syncopés du tango* », souligne l'agenda culturel. Les tarifs sont entre 14 et 20 euros. Informations et réservations au 01 39 27 11 00 ou sur le site internet de la commune.

## ACHERES L'art s'expose trois mois

Une exposition photo gratuite appelée *Regards sur l'art* se tient du 30 mars au 30 juin à la bibliothèque multimédia Paul Eluard d'Achères. L'occasion de découvrir l'univers de quatre artistes bien différents. Vous pourrez y observer de plus près les œuvres de deux peintres, un céramiste et celles d'un licier cartonier. L'avant-première de l'exposition se tient le jeudi 29 mars à 19h30.

Les horaires d'ouvertures sont disponibles sur le site [www.bibliotheque-acheres78.fr](http://www.bibliotheque-acheres78.fr)

## AUBERGENVILLE Deux spectacles pour une compagnie de danse baroque

La compagnie Fêtes galantes donne deux spectacles baroque en une soirée le samedi 30 mars à 21 heures.

Le spectacle s'appelle *Quatre-un* et pourtant il s'agit bien de deux spectacles bien distincts que propose Béatrice Massin. La chorégraphe de 64 ans, à la tête de la compagnie Fêtes galantes, a pensé la seconde pièce du spectacle intitulée *Prétexte*. Celle-ci met en scène quatre danseurs « dans leur désir d'imaginer une histoire commune qui vient redessiner un imaginaire baroque entre passé et futur », selon le descriptif du spectacle.

La première pièce, appelée *Lou*, a été composée par le chorégraphe Mickael Phelippeau. Ces deux pièces du même spectacle ont en commun la danse baroque. Ce style est défendu par la compagnie depuis sa création en 1993. « Béatrice Massin imagine ici une chorégraphie de chambre mêlant l'émotion d'un geste sensible à la vélocité et fulgurance de mouvements dansés », écrit le communiqué de la pièce.

Le tarif normal est de 15,50 euros. Le tarif réduit est de 13 euros tandis qu'il est de 8 euros pour les enfants et les groupes. Réservations par téléphone au 01 30 95 37 76.

## VALLEE DE SEINE

### Un festival de musique pour les enfants

La sixième édition des Pépites sonores du Sax proposera de nombreux événements musicaux pour les enfants à Achères et les villes alentours.



« Petites et grandes oreilles s'ouvriront à de nouvelles explorations sonores », indique le site internet du Sax.

Pour l'arrivée du printemps, le Sax d'Achères propose la sixième édition de ses *Pépites sonores*. « Du 27 mars au 15 avril, le festival de musique dédié aux enfants et à la famille présente 12 spectacles à découvrir au Sax à Achères mais aussi chez nos voisins et partenaires », indique

le site internet de la salle de spectacle achéroise. Pendant le temps du festival, des spectacles seront ainsi proposés à Andrésy, Chanteloup-les-Vignes, Poissy, Conflans-Sainte-Honorine, etc.

### « Ballades sonores, ciné-concert, musique et arts numériques »

« Petites et grandes oreilles s'ouvriront à de nouvelles explorations sonores : sieste électro-acoustique, conte musical, ballades sonores, ciné-concert, musique et arts numériques aux saveurs jazzy, funk ou baroque en passant par la chanson », annonce le site internet du Sax. Les tarifs des différents spectacles sont compris entre 6 et 12 euros. Le programme complet est disponible sur [lesax-acheres78.fr](http://lesax-acheres78.fr).

## MANTES-LA-JOLIE Une pièce sur la place de la femme dans notre société

Le Collectif 12 va présenter la pièce « La femme ® n'existe pas » le jeudi 29 mars. Inspirée de « La colonie » de Marivaux, cette œuvre questionne l'égalité homme-femme.

Dans le cadre du festival *Les Francos*, le Collectif 12 accueille une représentation de la pièce *La femme ® n'existe pas*, le jeudi 29 mars à 20 h. Comme un écho de l'actualité du moment, cette pièce est une lecture contemporaine de *La colonie de Marivaux*, qui vient « rappeler l'incroyable lenteur des progrès en termes d'égalité », indique le communiqué du Collectif 12.

« Tout commence par un naufrage, un groupe, une île », indique le communiqué, de l'histoire de cette pièce. *Fuyant la guerre, des hommes et des femmes, nobles et gens du peuple, s'approprient une terre pour y fonder*

une nouvelle société. Mais voilà que les femmes, dans ce nouveau monde, réclament de faire partie du gouvernement pour établir les lois et les institutions de demain... »

### « Lenteur des progrès en termes d'égalité »

*La femme ® n'existe pas* est proposé par la compagnie le Théâtre variable n°2. Les tarifs sont compris entre 3 et 10 euros. Les réservations peuvent être faites au 01 30 33 22 65, et plus de renseignements sont disponibles sur [collectif12.org](http://collectif12.org).



Après un naufrage sur une île, « voilà que les femmes, dans ce nouveau monde, réclament de faire partie du gouvernement pour établir les lois et les institutions de demain... ».





LFM Radio



@radiolfm



lfmradio



RadioLFMOfficiel

Retrouvez l'ensemble de nos émissions dans leur intégralité sur notre site [www.lfm-radio.com](http://www.lfm-radio.com) et en vidéo sur notre chaîne Youtube **RadioLFMOfficiel**.

## TOUS UNIS CONTRE LA HAINE

### Les discriminations au travail, combat inachevé

La discrimination reste un fléau dans le monde de l'entreprise. Pour parler de ce sujet toujours plus préoccupant, Ali Kaya syndicaliste de Renault Flins et Alain Moubarak directeur régional de Transdev étaient venus confronter leurs idées sur le plateau de LFM.



« Sur les 23 discriminations il y en a une bonne partie qui sont une réalité, dans l'entreprise, il y a des discriminations flagrantes » résume Ali Kaya, représentant CGT à Renault-Flins.

Dans le cadre de la semaine contre le racisme et les discriminations LFM Radio accueillait un débat spécial sur les discriminations à l'emploi. Ali Kaya, représentant CGT de Renault Flins et Alain Moubarak directeur régional de Transdev ont ainsi longuement échangé sur le sujet, sur le plateau de Tony et

Johanna. Au programme, exposer les questions que tout le monde se pose autour d'un thème qui touche une grande partie des Français. En France, il existe plus de 20 motifs de discriminations comme l'âge, le sexe, ou encore l'orientation sexuelle.

Trois salariés sur dix disent avoir déjà été victimes de discrimination au travail, et selon le défenseur des droits, un sur deux pense que l'on peut être discriminé dans son accès à l'emploi. Des chiffres alarmants, surtout dans la mesure où ils sont croissants. Selon la loi du 27 mai 2008, une discrimination est une distinction de traitement portée au salarié ou à toute personne candidate à l'emploi sur un motif autre que ses qualités professionnelles. Une description des faits qu'Ali Kaya connaît bien puisqu'il se bat au quotidien contre la discrimination dans son entreprise.

« Moi je travaille à Renault Flins qui est une grande entreprise, il y

a actuellement 5 000 salariés sur le site. Sur les 23 discriminations il y en a une bonne partie qui sont une réalité, dans l'entreprise, il y a des discriminations flagrantes » résume-t-il. Selon les derniers chiffres de la CGT, dans son entreprise, l'écart de salaire entre hommes et femmes est par exemple de 286 euros par mois. La discrimination de sexe dans la vie professionnelle est aussi un sujet de préoccupation pour Transdev qui déplore un taux de parité chez le personnel de conduite d'environ 15%.

### Trois salariés sur dix victimes de discrimination

« Effectivement ce taux n'est pas suffisant mais je maintiens que l'on mène beaucoup d'actions pour développer ce taux » explique Alain Moubarak. Selon lui, les causes de cette inégalité sont multiples, il s'agit notamment de l'image du métier de chauffeurs dans l'imaginaire collectif. Pour Ali Kaya, une chose reste sûre, c'est uniquement par la mobilisation que se fera le changement, « la voie pour faire reculer les discriminations c'est la lutte et la mobilisation ».

## TOUS UNIS CONTRE LA HAINE

### Quels sont les mécanismes du racisme ?

Pour lutter contre la haine, rien de mieux que de la comprendre. Le professeur Evelyn Heyer était donc sur les ondes de LFM pour décortiquer l'origine du racisme.



Evelyn Heyer, spécialiste en anthropologie génétique était sur le plateau de LFM.

Cette semaine, LFM Radio inaugurerait sa semaine de direct contre le racisme, les discriminations et la haine anti-LGBT, en partenariat avec la délégation inter-ministérielle à la lutte contre le racisme, l'antisémitisme et la haine anti-LGBT.

Au programme, une semaine d'émissions et de reportages inédits avec un seul mot d'ordre : tous unis contre le racisme. Jean Fabrice et David recevaient donc

Evelyn Heyer, professeur au Musée national d'Histoire naturelle, venue évoquer une exposition du Musée de l'Homme, « Nous et les autres : des préjugés au racisme ». Elle a essayé de déconstruire les mécanismes du racisme.

### « Nous et les autres : des préjugés au racisme »

« Il y a tellement peu de différences entre les populations humaines que le terme de race n'est pas approprié, (...) il y a toujours eu des échanges et des relations. Ce terme, lui, renferme plus une idée d'absence de mélange » explique-t-elle sur la terminologie du mot.

Le racisme serait avant tout un produit du cerveau : « Il y a trois composantes du racisme : la catégorisation, le cerveau étant fait pour créer des cases (...) ; la hiérarchie (...) ; et l'essentialisation, le moment où l'on réduit un individu à l'une de ses propriétés » a-t-elle ainsi résumé.

## Loisirs

### SUDOKU : niveau facile

		8	5	4	2		1	
5	7		8	3		2		
4					7	8		5
9		4	7		6		5	2
	5					4		
8	1	7		5	4			9
2	6				8	5		
				2	9	7	8	3
7		3	4	1	5			

### SUDOKU : niveau moyen

8					5		3	
9	7	3				5		1
			9		4			8
		6	4		9			
5	4		2	6	3	8		
						4	9	
				2		7		
2	5		3			6	8	
	9	7	5	1				4

Les solutions de ces sudokus sont consultables sur la page Facebook de La Gazette en Yvelines. Ces grilles Sudoku vous sont proposées grâce à Thibaut Bernard, auteur du logiciel gratuit et libre de diffusion du site internet [alphaquark.com](http://alphaquark.com).

[lagazette-yvelines.fr](http://lagazette-yvelines.fr)

## La Gazette en Yvelines - Hebdomadaire gratuit d'informations locales

Site web : [lagazette-yvelines.fr](http://lagazette-yvelines.fr) - Facebook : La Gazette en Yvelines - Twitter : @GazetteYvelines

**VALLÉE DE SEINE**

**HOUDANAIS**

L'actualité locale de Houdan à Conflans-Sainte-Honorine en passant par chez vous !

Édité par La Gazette du Mantois, société par actions simplifiée.  
Adresse : 9 rue des Valmonts  
78711 Mantes-la-Ville

Directeur de publication, éditeur :  
Lahbib Eddaoudi  
[le@lagazette-yvelines.fr](mailto:le@lagazette-yvelines.fr)

Publicité :  
Lahbib Eddaoudi  
[le@lagazette-yvelines.fr](mailto:le@lagazette-yvelines.fr)

Conception graphique, distribution :  
Sébastien Dailleux  
[sebastien.dailleux@lagazette-yvelines.fr](mailto:sebastien.dailleux@lagazette-yvelines.fr)

Imprimeur :  
Newsprint Imprimeurs  
1 boulevard d'Italie  
77127 Lieusaint

**RÉDACTION**

Vous avez une information à nous transmettre ? Un événement à annoncer ? Des précisions à nous apporter ? Un commentaire à faire ? Contactez la rédaction !

[redaction@lagazette-yvelines.fr](mailto:redaction@lagazette-yvelines.fr)  
Tél. 09 54 82 31 88

8 rue Porte aux Saints  
78200 Mantes-la-Jolie

Rédacteur en chef :  
Loris Guémart  
[loris.guemart@lagazette-yvelines.fr](mailto:loris.guemart@lagazette-yvelines.fr)

Actualités, sport, culture :  
Damien Guimier  
[damien.guimier@lagazette-yvelines.fr](mailto:damien.guimier@lagazette-yvelines.fr)

Actualités, faits divers :  
Lucile Giroussens  
[lucile.giroussens@lagazette-yvelines.fr](mailto:lucile.giroussens@lagazette-yvelines.fr)



# AUCHAN MANTES BUCHELAY

Vos petits  
en plaisirs  
**Chocolats**

Offres valables du 28 au 31 Mars 2018



**50%**  
sur le 2<sup>ème</sup>  
au choix

Les 2  
**7<sup>€</sup><sub>48</sub>**  
au lieu de 9€98  
Soit l'unité  
**3<sup>€</sup><sub>74</sub>**

**LAPIN OR CHOCOLAT  
AU LAIT LINDT**  
Chocolat blanc ou noir  
200 g  
Soit le kg : 18€70  
Vendu seul : 4€99



**25%**  
DE REMISE  
IMMÉDIATE

**7<sup>€</sup><sub>99</sub>**  
**5<sup>€</sup><sub>99</sub>**

**POISSON CHOCOLAT AU LAIT  
REVILLON**  
Lapin lait, poisson noir, lapin noir,  
œuf lait ou noir  
300 g  
Soit le kg : 19€97



**50%**  
sur le 2<sup>ème</sup>  
au choix

Les 2  
**8<sup>€</sup><sub>98</sub>**  
au lieu de 11€98  
Soit l'unité  
**4<sup>€</sup><sub>49</sub>**

**MEGA T'ŒUFS CHOCOLAT  
AU LAIT AUX CÉRÉALES CEMOI**  
Chocolat lait et pralinés ou lait pralinés  
pétillant  
450 g  
Soit le kg : 9€98  
Vendu seul : 5€99



**50%**  
sur le 2<sup>ème</sup>  
au choix

Les 2  
**7<sup>€</sup><sub>48</sub>**  
au lieu de 9€98  
Soit l'unité  
**3<sup>€</sup><sub>74</sub>**

**CORNET LINDOR ASSORTI LINDT**  
Cornet coco, lait  
ou noisettes  
200 g  
Soit le kg : 18€70  
Vendu seul : 4€99



**50%**  
sur le 2<sup>ème</sup>  
au choix

Les 2  
**7<sup>€</sup><sub>48</sub>**  
au lieu de 9€98  
Soit l'unité  
**3<sup>€</sup><sub>74</sub>**

**CLOCHE FERRERO ROCHER**  
Ou œuf  
200 g  
Soit le kg : 18€70  
Vendu seul : 4€99



**25%**  
DE REMISE  
IMMÉDIATE

**11<sup>€</sup><sub>99</sub>**  
**8<sup>€</sup><sub>99</sub>**

**ŒUF FLAMME  
PAT PATROUILLE**  
Little pony, Miraculous,  
Pokemon, Yo kai watch ou  
Beyblade  
200 g  
Soit le kg : 44€95

**VOTRE MAGASIN EST OUVERT TOUS LES DIMANCHES MATIN  
DE 9h00 à 12h30**

**Auchan**

**HYPERMARCHÉ AUCHAN MANTES BUCHELAY**

A 13 – sortie Mantes Sud ou Mantes Ouest

**Tél. 01 30 98 22 22**

et la vie change



Suivez votre magasin sur : <https://www.facebook.com/AuchanMantes>

